

N°  
82  
October 2019

# Agora

The magazine of the European  
and International Public Service

## L'Europe à la croisée des chemins

Nationalisme, populisme, ces dangers  
qui menacent le projet européen

IL FAUT COMBATTRE  
LE DÉFAITISME DU SENTIMENT  
EUROPÉEN **p9**

BREXIT:  
MADE IN ENGLAND **p12**

NATIONALISMES : EFFETS  
ET RAMIFICATIONS **p14**

RÉSISTANCE À LA DÉRIVE  
POPULISTE ET NATIONALISTE **p16**

EUROPE NEEDS A NEW DIALOGUE  
BETWEEN ITS CIVIL SERVICE AND  
ITS CITIZENRY **p23**

USF

Union  
Syndicale  
Fédérale

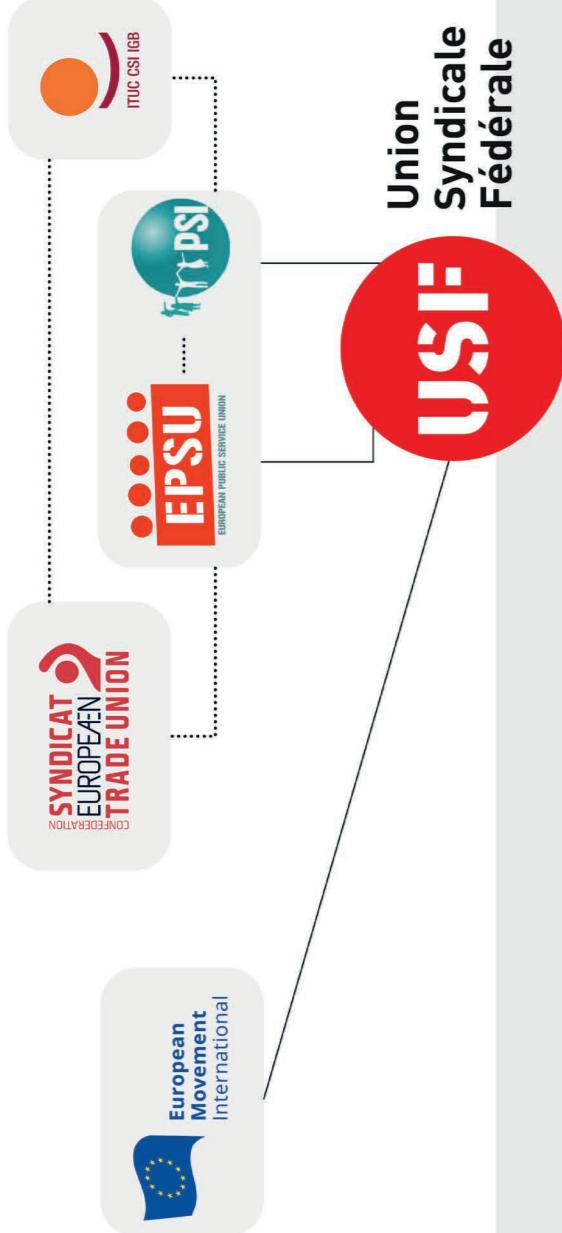
Union Syndicale  
Institutions du Service public  
européen et international  
Av. des Gaulois, 36  
1040 Bruxelles  
Tél.: 02 733 98 00  
Fax: 02 733 05 33

Secrétaires de Rédaction:  
Lutgarde Creemers  
Emmanuel Wietzel  
Éditeur responsable:  
Ignazio Iacono

Réalisation:  
Deville  
<https://deville.be/fr>  
Image cover by Rob Z  
[stock.adobe.com](http://stock.adobe.com)

Tirage: 11.910 ex  
Distribution:  
Institutions du service public  
européen et international





UE ("communautaires")		autres que UE ("non-communautaires")	
RECHERCHE		OEB	
<b>USF Luxembourg</b>	<b>US-PE Parlement européen</b>	<b>SACE Conseil de l'Europe Strasbourg</b>	<b>OEB</b>
<b>US Ispra</b>	<b>US EPSU Cour de justice</b>	<b>SOFAJ/GDFJW Paris-Berlin</b>	<b>US OEB Den Haag</b>
<b>US Petten</b>	<b>US EPSU Fusion</b>	<b>Adp Groupe ACP Bruxelles</b>	<b>US OEB Berlin</b>
AGENCES		US Eurocontrol France	
<b>US Bruxelles</b> - COM - SEAE - CSE/Cdr - Agences* - Eurocontrol Bxl - Ecoles européennes	<b>US Eurofound Dublin</b>	<b>US Institut universitaire Firenze</b>	<b>IPSO BCE Frankfurt</b>

## Sommaire:

- |   |  |  |
|---|--|--|
| <p><b>4</b><br/>Editorial</p> <p><b>6</b><br/>Analysing the Micro-Politics of Right-wing Populism</p> <p><b>9</b><br/>Il faut combattre le défaitisme du sentiment européen</p> <p><b>12</b><br/>Brexit: Made in England</p> <p><b>14</b><br/>Nationalismes : effets et ramifications</p> | <p><b>16</b><br/>Résistance à la dérive populiste et nationaliste</p> <p><b>19</b><br/>Trade unions and radical right-wing populism</p> <p><b>21</b><br/>Why the UK needs a second Referendum</p> <p><b>23</b><br/>Europe needs a new dialogue between its civil service and its citizenry</p> <p><b>26</b><br/>Social dialogue at European level – A much expected ruling from the Court of Justice of the EU</p> | <p><b>27</b><br/>Ver.di : an inspiring 5th Congress</p> <p><b>28</b><br/>Le Congrès USF invoque la Charte sociale européenne</p> <p><b>29</b><br/>Un nouveau Comité Fédéral</p> <p><b>30</b><br/>Regarder le passé pour comprendre et construire l'avenir.</p> |
|---|--|--|



**12** BREXIT:  
MADE IN ENGLAND



**9** IL FAUT COMBATTRE  
LE DÉFAITISME DU SENTIMENT EUROPÉEN



**14**  
NATIONALISMES :  
EFFETS  
ET RAMIFICATIONS



**16** RÉSISTANCE  
À LA DÉRIVE  
POPULISTE ET  
NATIONALISTE



**23** EUROPE NEEDS A NEW DIALOGUE BETWEEN  
ITS CIVIL SERVICE AND ITS CITIZENRY

# Editorial



London : The Shard and Thames

Les différentes crises, depuis celle des marchés financiers en 2008 qui a déstabilisé le système économique mondial, en passant par le conflit en Syrie qui a accentué les migrations, ont nourri les forces nationalistes et xénophobes déjà trop présentes dans la plupart des pays et particulièrement dans certaines régions d'Europe. Les politiques néolibérales, en affaiblissant de larges couches de société ont ouvert la voie à la montée des populistes qui défendent le repli sur l'État-nation sans apporter de solutions constructives aux problèmes que traverse un monde de plus en plus globalisé et interdépendant.

La montée en puissance de la Chine, les relations difficiles avec la Russie, la radicalisation au Proche Orient et l'explosion démographique en Afrique conjugués à des systèmes politiques instables et continuellement ravagés par des guerres sont d'autant de chemins élargissant cette voie à la montée des forces qui œuvrent pour la désintégration de l'Europe.

Sur ces jalons, on peut remarquer que le populisme qui s'est développé en Europe est principalement d'extrême droite, basé sur l'identité ethnique et extrêmement exclusif. À travers les régions en Europe, il revêt quelques traits communs : la critique envers la politique d'immigration et d'asile, la politique d'austérité, notamment dans les pays et régions qui ont été touchés par la crise financière, mais également envers le sentiment d'insécurité, de rejet et de peur de l'autre utilisé par les partis populistes et nationalistes.

Des arguments simplistes mais alarmistes sur des problèmes complexes et souvent interconnectés sont utilisés afin de mettre en avant le repli sur soi-même. Loin de toute pensée politique construite sur des données solides, ils transforment des problèmes pervers (wicked problems) en positions radicales de responsabilité de l'autre ou d'ailleurs, d'exclusion et de rejet du communautarisme - sans expliquer que les problèmes et leurs solutions sont souvent interdépendants. Le renforcement par l'unité, la solidarité ou la mise en commun des différents problèmes n'est pas une option populaire.

La désintégration des partis de gauche et la sclérose des partis conservateurs sont autant d'engrais aux terrains fertiles que le néo-libéralisme à outrance et son lot d'austérité a pu apporter aux nationalistes, fascistes et populistes. C'est avec une nouvelle conscience politique armée des connaissances, des compétences à l'anticipation des problèmes et à leurs résolutions que les hommes politiques d'aujourd'hui et de demain devront s'atteler à travailler. La résilience aux nouveaux défis de nos systèmes de vie, toujours administrés par nos systèmes politiques, devra également être à l'ordre du jour.

L'Europe étant ainsi à la croisée des chemins, c'est avec une politique progressiste – et non conservatrice – envers ses citoyens que l'Union européenne deviendra l'acteur incontournable du nouvel élan de sa propre construction.

Le nationalisme et le populisme ne sont pas irrésistibles si on regarde les résultats des élections législatives en septembre en Autriche marqués par le recul du Parti de la liberté, l'échec de Matteo Salvini en Italie et les déboires de Boris Johnson en Grande Bretagne. Néanmoins, l'Union européenne devrait tirer les leçons de la situation actuelle, analyser les raisons pour lesquelles les citoyens votent pour les partis populistes et répondre aux multiples défis, entre autres, par la garantie de sécurité, la réforme des lois, la redistribution de fonds dans les domaines prioritaires, mais également dans leurs services publics qui sont les biens communs de tous.

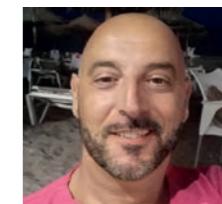
La fonction publique européenne est la colonne vertébrale du projet européen et doit être défendue afin de donner aux États membres les moyens d'affronter les problèmes qu'ils rencontrent. Trop souvent, c'est en détricotant le service public européen par l'austérité que les gouvernements, même en se déclarant pro-européens, se sont affaiblis sur une scène internationale et géopolitique de plus en plus obscure et offensive.

L'Europe est à la croisée des chemins mais si on regarde l'histoire de l'Union européenne (le rejet de la Constitution européenne, la crise financière et économique, la crise migratoire...), c'est à travers les crises que l'UE évolue et se développe. Le populisme nous lance un nouveau défi qui devra permettre à l'UE de se renforcer et de retrouver

les valeurs fondatrices de la communauté humaine des destins que sont les peuples européens.

C'est dans ce contexte que l'Union syndicale fédérale (USF) a adopté dans son congrès à Bratislava cette année une résolution politique sur le thème<sup>1</sup>.

Finalement, c'est avec plaisir que nous vous présentons dans ce numéro d'Agora le témoignage de la communauté italienne en Belgique par la conception d'une bande dessinée. Celle-ci cerne les contours de lémigration dans les charbonnages dans l'après deuxième guerre mondiale. Elle fait un parallèle avec la construction européenne et invite à réfléchir sur le thème « Regarder le passé pour comprendre et construire l'avenir ».



**Ignazio Iacono**  
Rédacteur en Chef  
Union syndicale



<sup>1</sup> <https://www.unionsyndicale.eu/usf/congres/congres-usf-bratislava-2019/>

# Analysing the Micro-Politics of Right-wing Populism

[...]

## Are not all politicians populists?

Don't other politicians sometimes construct scapegoats and use similar rhetorical tropes as do right-wing populist politicians?

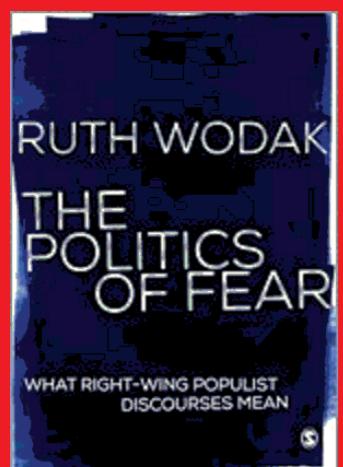
Don't the so-called right-wing populist politicians all draw on the same plethora of linguistic, pragmatic or rhetorical devices as already used by Cicero and other rhetoricians from antique times?

Such challenges raise the pertinent question of the novelty of this topic. What kind of new knowledge or which kind of explanations could anybody actually add to what we have long known about this complex phenomenon? [...]

Right-wing populism does not only relate to the form of rhetoric but to its specific contents: such parties successfully construct fear and – related to the various real or imagined dangers – propose scapegoats that are blamed for threatening or actually damaging our societies in Europe and beyond.

[...] Tendencies of renationalization across the EU and beyond can be observed. [...] We [...] seem to be experiencing a revival of the 'Volk' and the 'Volkskörper'<sup>1</sup> in the separatist rhetoric of right-wing populist parties. At the same time, very real walls of stone, brick and cement are also being constructed to keep the 'Others' out, who are defined as different and deviant. Body politics are therefore integrated with border politics.

Right-wing populist parties across Europe and beyond



This article is based on extracts from the following book

The politics of fear. What right-wing populist discourses mean (extracts).  
Ruth WODAK, 2015, Los Angeles / London / New Delhi / Singapore / Washington DC, SAGE.

draw on and combine different political imaginaries<sup>2</sup> and different traditions, evoke (and construct) different nationalist pasts in the form of identity narratives, and emphasize a range of different issues in everyday politics. [...]

I claim that:

- all right-wing populist parties instrumentalize some kind of ethnic/religious/linguistic/ political minority as a scapegoat for most if not all current woes and subsequently construe the respective group as dangerous and a threat 'to us', to 'our' nation; this phenomenon manifests itself as a 'politics of fear';
- all right-wing populist parties seem to endorse what can be recognized as the 'arrogance of ignorance'; appeals to common-sense and anti-intellectualism mark a return to intuitive, pre-modernist or pre-Enlightenment thinking.

## Right-wing Populism: A First Definition

Right-wing populism can be defined as a political ideology that rejects existing political consensus and usually combines laissez-faire liberalism and anti-elitism. It is considered populism because of its appeal to the 'common man/woman' as opposed to the elites; this appeal to a quasi-homogenous ethnos is regarded as salient for such movements (see Betz and Immerfall 1998, 4–5). As Betz rightly argues,

'their [the 'elites'] inability to restore the sense of security and prosperity, which steady material and social advances in the post-war period had led their citizens to expect from their leaders, has become a major cause of voter alienation and cynicism. [...] It is within this context of growing public pessimism, anxiety, and disaffection that the rise and success of radical right-wing populism in Western Europe finds at least a partial explanation'. (1994, 41)

Mudde and Kaltwasser elaborate this definition further and emphasize that populism (both left-wing and right-wing)

considers society to be ultimately separated into two homogenous and antagonistic groups, 'the pure people' and 'the corrupt elite'. (2012, 8)

Moreover, they claim that populism always perceives 'politics to be an expression of the *volonté générale* of the people' (Mudde and Kaltwasser, 2012, 8). This makes antagonism and the Manichean division into good and bad, friends and foes, we and 'the other' salient

characteristics of populism. Mudde and Kaltwasser conclude their conceptual analysis by arguing that three core concepts necessarily belong to any serious definition of populism: the people, the elite and the general will; and its two direct opposites – elitism and pluralism (ibid., 9).<sup>3</sup>

## Populism and Legitimation

Van Leeuwen and Wodak (1999) introduced a framework for analysing the language of legitimation with four major categories: authorization, moral evaluation, rationalization and mythopoesis. **Authorization** is legitimation by referring to authority, be that a person, tradition, custom or law. **Moral evaluation** means legitimation by reference to value systems. **Rationalization** is legitimation by reference to knowledge claims or arguments. **Mythopoesis** is legitimation achieved by narratives; these are often small stories or fragments of narrative structures about the past or future. These main types involve a number of sub-types and are also frequently connected. [...]

## Right-wing Populism: Form and Content

[...] The sociologist and media expert Dick Pels (2012, 31ff.) emphasizes that it would be dangerous to regard modern populism as void of serious content or to reduce the new right-wing populism to a 'frivolity of form, pose and style' and thus to downplay its outreach, its messages and resonance. Indeed, it would be, Pels continues, 'erroneous to think there is no substance behind its political style. [...] It is precisely through its dynamic mix of substance and style that populist politics has gained an electoral lead position in current media democracy' (ibid., 32; see also Reisigl 2013, 159). Pels lists various important socio-political challenges that currently concern voters, especially during times of financial and environmental crises, and which are related to a multitude of fears, disaffection and pessimism: fear of losing one's job; fear of 'strangers' (i.e. migrants); fear of losing national

autonomy; fear of losing old traditions and values; fear of climate change; disappointment and even disgust with mainstream politics and corruption; anger about the growing gap between rich and poor; disaffection due to the lack of transparency of political decision making and so forth (Rydgren 2007).

Thus, when analysing right-wing (or, indeed, left-wing) populist movements and their rhetoric, it is essential to recognize that their propaganda – realized as it is in many genres across relevant social domains – always combines and integrates form and content, targets specific audiences and adapts to specific contexts. Only by doing so are we able to deconstruct, understand and explain their messages, the resonance of their messages and their electoral success.

[...] Successful right-wing populist leaders have actually managed to achieve a delicate balance between, on the one hand, appearing exceptional and anti-establishment, and on the other, authoritative and legitimate; thus they counter the elites but do not oppose the liberal democratic system per se. Frequently, this is achieved by scandalization (Wodak 2013a) or by what Albertazzi labels 'dramatization', that is, 'the need to generate tension in order to build up support for the party [...] by denouncing the tragedies that would befall the community if it were to be deprived of its defences' (2007, 335). Scandalization also implies manifold references to the allegedly charismatic leaders of such parties, who construct themselves as knowledgeable, saviours, problem solvers and crisis managers, which may lead voters to have more confidence in the effectiveness of the politics of the populist right-wing.

Right-wing populist parties successfully create fear and legitimize their policy proposals (usually related to restricting immigration and so forth; see Wodak and Boukala 2014, 2015) with an appeal to the necessities of security. [...] Such arguments became eminent after the end of the Cold War in 1989 and were, of course, forcefully invigorated after 9/11. Each crisis contributes to such scenarios, as can be observed with respect to the financial crisis and the Eurozone-crisis (Angouri and Wodak 2014; Stråth and Wodak 2009). In such crisis situations, both politics and media tend to reduce complex historical processes to snap-shots which allow constructing and triggering Manichean dichotomies – friends and foes,



Further literature:  
**Europe at the Crossroads: Confronting Populist, Nationalist, and Global Challenges**

[https://www.academia.edu/39694209/Europe\\_at\\_the\\_Crossroads\\_Confronting\\_Populist\\_Nationalist\\_and\\_Global\\_Challenges](https://www.academia.edu/39694209/Europe_at_the_Crossroads_Confronting_Populist_Nationalist_and_Global_Challenges)

1 These terms were primarily used in the 19th and 20th centuries to describe the 'people' from a racist and biological/biologistic perspective, i.e. nativist. Ultimately, these terms were salient in national-socialist ideology and propaganda and directed primarily against so-called 'parasites' who were allegedly threatening the 'host-body', i.e. Jews, Slavs, homosexuals and Roma (see Musolff, 2010, for an extensive discussion and discourse-historical analysis of these terms and related metaphors of body-politic).

2 Political imaginaries are defined as being in a 'landscape of power as a space of political action signified in visual and iconographic practices and objects as well as in the literary-textual field that depicts the political scene, its structure, and its stakes' (Bob Jessop, personal communication, 10 February 2010).

3 Recent studies define and frequently analyse populism in terms of metaphors such as a 'virus', 'syndrome' or 'modern problem' (Taggart 2000; Taguieff 1984) or characterize populism as 'anti-democratic', 'anti-parliamentary' or as a 'dangerous excess' (Mény and Surel 2002). These accounts do not, however, directly contribute to a differentiated analysis of this complex phenomenon.

perpetrators and victims, and so forth. As argued by Murray Edelman in his seminal book *The Symbolic Uses of Politics* (1967), crises are promoted to serve the interests of political leaders and other interest groups who will most certainly benefit from such definitions (e.g. Altheide 2002, 12). We are therefore confronted by a contingency of factors that serve to facilitate dichotomist perspectives, create scapegoats and play into the hands of right-wing populist parties. [...]

It is therefore important that we attempt to understand and explain how right-wing populist parties continuously construct fear in order to address the collective common-ground as well as their reasons and (rhetorical and communicative) means. This is necessary in order to understand why and how right-wing populist parties are achieving ever more success across Europe and beyond, especially in recent national and European elections.



**Ruth Wodak**  
University of Lancaster, UK

Ruth Wodak is an Emeritus Distinguished Professor at Lancaster University, UK, and the University Vienna, Austria. She has published widely on populism, identity politics and politics of the past, migration and xenophobia, racism, and antisemitism. Recent books in English include *Europe at the Crossroads* (with Pieter Bevelander, 2019) *The Routledge Handbook on Language and Politics* (with Bernhard Forchtner, 2018) and *The Politics of Fear: What Rightwing Populist Discourses Mean* (2015).

(source: book cover of "Europe at the Crossroads")



#### Bibliography:

Albertazzi, D. (2007) 'Addressing "the People" – A comparative study of the Lega Nord's and Lega dei Ticinesi's political rhetoric and style of propaganda'. In: *Modern Italy*, 12/3: 327–47.

Altheide, D.L (2002): Children and the Discourse of Fear. In: *Symbolic Interaction*, 25(2): 229-250.

Angouri, J. & Wodak, R. (2014). They became big in the shadow of the crisis: The Greek success story and the rise of the far right. In: *Discourse & Society*, 25(4): 540-565.

Betz, H.-G. (1994). Radical Right-Wing Populism in Western Europe. Basingstoke: Macmillan.

Betz, H.-G. & Immerfall, St., (Eds.) (1998). The new politics of the Right: neo-Populist parties and movements in established democracies. New York: St. Martins Press.

Bevelander, P. & Wodak, R. [Eds.] (2019): *Europe at the Crossroads: Confronting Populist, Nationalist, and Global Challenges*. Lund: Nordic Academic Press.

Edelman, M. (1967): *The Symbolic Uses of Politics*. Champaign: University of Illinois Press.

Mudde, C. & Kaltwasser, C.R. eds. (2012). *Populism in Europe and the Americas: Threat or Corrective for Democracy?* Cambridge/New York: Cambridge University Press

Pels, D. (2012): *The New National Individualism – Populism is here to stay*. In Meijers, E. (Ed.), *Populism in Europe*: 25–46. Linz: Planet.

Reisigl, M. (2013). Critical discourse analysis. In: Bayley R., Cameron, R. and Lucas, C. (Eds.): *The Oxford Handbook of Sociolinguistics*, 67–90. Oxford: Oxford University Press.

Rydgren, J. (2007). The Sociology of the Radical Right. In: *Annual Review of Sociology*, 33: 241-262.

Stråth B., Wodak R. (2009). Europe — Discourse — Politics — Media — History: Constructing 'Crises'? In: Triandafyllidou A., Wodak R., Krzyżanowski M. (Eds.): *The European Public Sphere and the Media*: 15-33. London: Palgrave Macmillan.

Van Leeuwen, Th. & Wodak, R. (1999). Legitimizing Immigration Control: A Discourse Historical Study. In: *Discourse Studies*, 1(1): 93-118.

Wodak, R. [Ed.] (2013). *Critical discourse analysis*. London: Sage (4 Vols.).

Wodak, R. and Boukala, S. (2014): Talking about solidarity and security in the age of crisis: the revival of nationalism and protectionism in the European Union – a discourse-historical approach. In: Carta, C. and Morin, J. F. (eds.), *EU Foreign Policy through the Lens of Discourse Analysis: Making Sense of Diversity*. Farnham: Ashgate, 171–90.

Wodak, R. and Boukala, S. (2015): European identities and the revival of nationalism in the European Union - a discourse-historical approach. In: *Journal of Language and Politics* 14/1: 87–109.



**Il faut combattre le défaitisme du sentiment européen**

Quarante ans après leur inauguration, les élections européennes de cette année ont été cruciales. Car c'est le modèle européen lui-même, miné par 10 ans de crise et affaibli par une croissance anémique, qui est brutalement mis en joue. Certes, l'expansion géographique européenne est aboutie puisque la dynamique de l'adossement des ex-pays satellites de l'URSS est arrivée à son terme. Cependant, dans le sillage du Brexit, ce sont d'autres fractures qui fissurent l'héritage de deux guerres mondiales et de la chute du Mur. Les courants religieux ancestraux (catholiques, réformés et orthodoxes) se raidissent tandis que l'Islam se juxtapose sur la réalité de la mixité sociale et démographique.

Les rafales de crises économiques et sociales placent aujourd'hui notre continent devant des défis socioéconomiques cruciaux. La croissance économique s'illustre par sa faiblesse tandis que les États conservent des systèmes sociaux dont la seule garantie est l'espoir d'une croissance future et de prélèvements fiscaux qui seront évidemment décevants. La solution passera aussi par la redistribution et non pas exclusivement par la croissance spontanée. En effet, l'équation économique est désormais claire : la croissance forte a quitté nos contrées européennes. Différents facteurs expliquent cette réalité mais il est un phénomène commun à tous les scénarios économiques : le vieillissement de la population,

non financé, qui altère la croissance par manque de dynamique de consommation et d'investissement.

À l'Est, les pays du Visegrad Group (Pologne, Hongrie, République Tchèque et Slovaquie) s'opposent à la tempérance migratoire tandis que la Bavière catholique suggère régulièrement sa sédition politique avec Berlin. Pour l'instant, l'Italie a peut-être évité de se lancer dans une dangereuse aventure politique avec Salvini comme Premier ministre de facto. De surcroît, l'Europe monétaire du Sud n'a jamais pardonné que son chômage ait servi de variable d'ajustement à la prospérité capitaliste de l'Europe du Nord.

L'Europe est bien sûr, avant tout, une construction intellectuelle d'homogénéité qui ne correspond pas à l'hétérogénéité des peuples. Pourtant le succès de cet héritage moral est d'avoir réussi dès sa création à fonder des politiques qui s'inscrivent dans un projet commun plutôt que dans l'hostilité à l'autre. Jour après jour, nous sommes néanmoins confrontés à de nouvelles réalités sociétales. Le populisme gagne du terrain presque dans tous les pays d'Europe. Ailleurs aussi, des pouvoirs se verticalisent dans un simulacre de démocratie, appelé démocrature. Apparemment, rien ne relie les partis antisystèmes et souverainistes d'Italie aux renforcements de pouvoirs dans des azimuts autant éloignés que la

Chine, la Turquie et les États-Unis. Au fond, le rejet d'un système et, à l'inverse, son renforcement autoritaire expriment une réponse comparable de leurs acteurs à un nouvel ordonnancement de leurs communautés respectives.

Mais, à bien y réfléchir, le vrai danger actuel en Europe n'est pas là. Il se situe dans la vitalité du couple franco-allemand qu'on dit au bord du divorce. Ce couple, c'est la réconciliation de deux peuples qui se sont fait quatre fois la guerre en deux siècles (guerres napoléoniennes, de 1870, de 1914-1918 et de 1939-1945) ! Mais c'est plus que cela : c'est le rapprochement du latin et du german, du catholique et du protestant, de l'homme de la terre et de celui de la mer. Ce couple franco-allemand s'est bâti, depuis le second conflit mondial, sur les douloureuses cicatrices de massacres. C'est, en 1958, la rencontre entre le Président français Charles de Gaulle et le Chancelier allemand Konrad Adenauer. Ce sont aussi les mains nouées de François Mitterrand et d'Helmut Kohl, 70 ans après le début de la guerre de 1914-1918, devant l'ossuaire de Douaumont près de Verdun. Mais aujourd'hui, les rencontres entre Emmanuel Macron et d'Angela Merkel ne relèvent plus de cette tragique symbolique car l'économie marchande a déposé son voile sur l'histoire meurtrière des peuples.

Que se passe-t-il ? Est-ce l'oubli des drames anciens dont les derniers aînés, tels des sentinelles, murmurent



encore l'avertissement : « Plus jamais cela » ? Les peuples, dont Charles de Gaulle disait que, comme les oliviers, ils durent mille ans, ne se reconnaissent-ils plus dans un modèle unique défini dans les pays d'Europe occidentale ? Est-ce l'exaspération devant des technocraties oligarchiques ? Un relent de cette crise de 2008 ? Le rejet de la mondialisation et d'une frénésie capitaliste anglo-saxonne ? Un stress générationnel face aux enjeux climatiques ? Je ne sais plus.

Quel est alors le chemin à suivre pour assurer la cohésion dans un modèle pacifié ? Il n'est pas dans les pistes suggérées par Jean-Claude Juncker, qui s'est obstiné aveuglément à voir dans l'Europe une construction intellectuelle. C'est sans doute le Président Macron qui a appréhendé la bonne intuition : celle de redéfinir l'Europe sur un modèle concentrique. Ce dernier partirait des pays fondateurs de l'Europe (Benelux, France, Allemagne et Italie) pour s'étendre vers la Russie et la Turquie avec des modalités d'adhésion qui reflètent l'attachement de ces pays aux valeurs sociales-démocrates du cœur de l'Europe.

La tentative de trouver des récidives ou des affinités entre des périodes est souvent vaine. Pourtant, le rappel de l'histoire est parfois empreint d'un faisceau de similitudes. Charlemagne implant a la capitale de son Empire à Aix-la-Chapelle, ville où Emmanuel Macron et Angela Merkel signèrent, en janvier 2019, un nouveau traité pour renforcer la relation franco-allemande. Verdun fut le creuset de la France et celui de l'Allemagne... avant d'en être le tombeau pour 700 000 victimes en 1916. Ce sont ces références qu'il faut garder à l'esprit alors que de furieux populismes amnésiques assaillent l'esprit européen et ses plus grandes valeurs : la paix et la cohésion sociale

### Pourquoi cette conviction ?

Stefan Zweig (1881-1942) rappelait que « C'est une loi inéluctable de l'histoire qu'elle défend aux contemporains des grands mouvements qui déterminent leur époque de les reconnaître dans leurs premiers commencements ». Nous ne voyons, ni n'entendons les faibles signaux de l'Histoire. Nous regardons le futur à travers les grilles de lecture du passé. Nous recherchons des répétitions de scénarios là où l'histoire n'est que stupéfactions. Or, la crise qui est devant nous est une crise de fin de société industrielle. C'est une crise de modernité, c'est-à-dire une crise prospective.

Au reste, nous avons trop vite cédé à l'idée que l'économie de marché entraînerait l'atrophie des conflits sociaux comme si la pseudo-démocratisation du capitalisme anglo-saxon avait dilué les classes sociales et les idéologies. C'était une complète imposture. Car il se passe quelque chose. On ne pourra pas éviter le dialogue avec les gilets jaunes, comme nous l'avons écarté avec des mouvements comme Podemos, les Indignés de Stéphane Hessel, les nuits debout et Occupy Wall Street aux abords de Trinity Church, devant Wall Street (que j'ai côtoyé presque chaque semaine lorsque, de 2007 à 2009, je dirigeais la Bourse de Bruxelles, alors filiale de

la Bourse de New York, dont j'étais un des dirigeants). La pluie et la résignation ont eu raison de ces mouvements mais leur feu couve, et c'est sain pour nos démocraties, d'autant qu'une série de problèmes de nature financière qu'on ne voyait arriver que dans un lointain futur se sont rapprochés d'à peu près vingt ans.

Nous entrons dans un monde dont la volatilité s'amplifie au gré d'une mondialisation physique et informationnelle exacerbée, dopée par un capitalisme anglo-saxon lui-même volatile et emprunteur d'avenir. Ce monde-là a muté en un gigantesque marché. La sphère marchande y a déployé son empire par le truchement du développement des marchés financiers. Ces derniers, en permettant de négocier le futur – puisqu'ils opposent des acteurs aux anticipations contraires –, ont également permis de l'emprunter sans vergogne.

L'absurdité des événements n'apparaît que si nous les jugeons à l'aune du temps court. S'il y a des périodes politiques, il faut désormais un temps étatique. Il convient de retrouver un tracé moral. Il faut un État et des régions forts. Non pas au sens de l'autoritarisme qu'ils peuvent exercer, mais de l'autorité morale qui peut en rayonner. Il faut, avant tout, un État qui assure ses missions et rassure.

Faute d'une tempérance étatique mondiale, le monde va, en effet, suffoquer dans un système économique qui accélère sa propre dynamique. C'est dans ce contexte pressurisé que des émergences politiques – parfois délétères – trouvent des terreaux fertiles pour prospérer ; certains personifiant l'apaisement illusoire d'un monde utopique, tout en entretenant les dangers et menaces du monde présent qui font opportunément leur popularité. Dans ce contexte, c'est un ethos de confiance qui faut (re)trisser : une vision longue qui promulgue la cohésion sociale, la solidarité politique et la bienveillance économique.

Dans des valeurs morales, intégrées et respectées se trouve la solution. Ces valeurs partagées sont la solidarité et le respect de l'autre. Il s'agit surtout et d'abord d'instruction civile et publique. Ce travail sera permanent car ces valeurs se construisent plus qu'elles ne se décrètent. Aujourd'hui, l'État suscite une indécision et même parfois une inquiétude qui l'ébranlent. À terme, quelles que soient les configurations politiques futures, nous y perdrons tous. Je crois que l'engagement citoyen et individuel ne suffit plus. Il est indispensable que, sans plus attendre l'arrivée de l'Homme providentiel – dont l'histoire garde rarement un souvenir positif –, les femmes et les hommes qui dirigent l'État indiquent, au risque de l'impopularité, le cap de son avenir social et politique, dans un cadre moral apaisant. Le continent européen manque de lisibilité sur son avenir, quel que soit celui-ci. En transposant à un pays ce qu'il appliquait à l'homme, c'est peut-être François Mauriac (1885-1970) qui avait vu juste en affirmant que « notre vie vaut ce qu'elle a coûté d'efforts ».

Ne serait-il pas temps que des voix politiques s'élèvent pour formuler des valeurs morales qui guideraient la

gestion de nos pays ? Partout, en Europe, des rémanences des temps odieux sont rappelées. Mais savent-ils, tous ceux qui adhèrent en toute bonhomie à des idées répressives, que chaque homme commence l'humanité et que chaque homme la termine ? Savent-ils que la liberté et la tolérance sont des combats ? Savent-ils que, pendant des milliers d'années, des hommes ont relevé la tête plutôt que des fusils.

Nos temps révèlent une fin de modèle. La fin d'un modèle de complaisance, de manque de vision, de déficit de perspectives. Le moment est donc venu de poser la question des temps nouveaux et de constater qu'un univers moderne se dresse, sans qu'on l'ait pressenti ni conjuré. Cet univers reste à réinventer.

Et nous devons douter. Car si, pendant quelques instants, le doute s'installe, c'est qu'Albert Camus (1913-1960) avait raison lorsqu'il affirmait que l'absurde naît de cette confrontation entre l'appel humain et le silence du monde. A l'absurde, Albert Camus apportait la réponse de la révolte, c'est-à-dire de l'affrontement avec le destin. La lumière au bout du tunnel, c'est parfois le phare d'un gigantesque problème qui arrive. Il faut se ressaisir. Être à la hauteur. Avoir des hommes qui émergent, qui se dépassent et donnent l'envie de se dépasser.

À moins que l'exclusion et l'ostracisme soient des choix démocratiquement partagés et que la pensée choisisse d'être enlisée, la question se pose de savoir quel modèle nous souhaitons aujourd'hui. Une société d'ouverture dans l'intelligence de la justice et de la sécurité ? Ou une société apeurée qui fragmente les classes sociales, les attachements territoriaux et les affinités linguistiques et culturelles ? J'ai la conviction que les individualismes doivent être rassemblés dans un projet collectif dirigé par un État au service de la bienveillance sociale. Un État résolument tourné vers la prévalence du bien-être, mais à Machiavel, je choisi Thomas More.



**Prof. Dr Bruno Colmant**  
Membre de l'Académie Royale de Belgique, CEO chez Degroef Petercam depuis 2019



# Brexit: Made in England

## HOW THE RISE OF ENGLISH NATIONALISM DECIDED THAT THE UK SHOULD LEAVE THE EU



The reasons why, on 23 June 2016, the UK voted 52% to 48% to leave the EU are many and complex. Leave voters have been broadly characterised as older, poorer, less well-educated and from socially deprived areas, but this is not the whole story. Brexit was made in England. Most of the leave vote was provided by people, regardless of age, income, education level and geography who see themselves as English rather than British.

Of the four parts of the UK, Scotland and Northern Ireland voted to stay in the EU. Both Wales and England voted to leave, but England was decisive. Of the 63 million people who live in the UK 53 million (84%) live in England, 10 times the population of Scotland, 17 times that of Wales and nearly 30 times bigger than Northern Ireland.

Years of neo-liberal policies that nurtured deindustrialisation and inequality created a sense of insecurity amongst people in the UK struggling with the effects of globalisation. Although most acutely felt by poorer less-well educated people this unease touched all parts of society. Despite this unease, the 2010-15 Conservative (Tory) led government chose to respond to the 2008 financial crisis with an assault on public services and working conditions. During 2010-15, welfare and social protection spending was cut by 16% per capita and education by 19%. Healthcare spending was squeezed despite the increasing demands of an ageing population. Pay and working conditions were disrupted by zero hours' contracts and the gig economy.

As public spending was being cut net immigration into the

UK reached a peak of 336 000 in 2015. Although often used and sometimes exploited as cheap labour, immigrants seemed to prosper in contrast to UK natives suffering from cuts to public services. Government's failure to meet unrealistic promises to reduce immigration gave the impression that it was out of control. Antipathy towards immigrants increased; few people wanted to explain the benefits of immigration, even fewer wanted to listen. The Scottish independence referendum in 2014 fuelled resentment that England was subsidising higher public spending in an unappreciative Scotland that wanted to break up the UK. These economic, social and political events eroded confidence in political institutions and mainstream parties in England. They combined to stimulate the rise of English nationalism and later produce Brexit.

Defining English nationalism is difficult. What its principles are and what changes English nationalists want are unclear. However, English nationalism harbours a deep sense of grievance that a nation with a proud history has lost its identity and political space. Identity is rooted in culture, but while English culture - language, music, literature, sports - is hugely influential it is not exclusive to England; many aspects, from the language to the English Premier League, are global. Further, a former imperial power does not govern itself. England is the only part of the UK without its own parliament; domestic policy in England is decided by the UK parliament. Members of Parliament (MPs) from other parts of the UK can vote on legislation affecting England. English MPs cannot vote on issues devolved to the elected bodies in the three other home countries. Consequently, the British House of Commons is not seen as supporting English interests in the way that the Scottish parliament and the assemblies for Wales and Northern Ireland support theirs.

The lack of any dialogue that would help define what English nationalism wants only adds to the frustration. A study by British Future, in 2019, showed that only

10% of people relate being English with being white. However, English nationalism's association with racist elements means that English grievances, for example over controlling, not banning, immigration, tend to be marginalised by the centre-left. This leaves many poor working class English people feeling marginalised by those they expect to help them.

English nationalism came to the fore in the 2015 UK election. Many traditional English working class Labour party voters were spooked by the prospect of a centre-left Labour government relying on the Scottish National Party for support, further weakening English influence. Against their economic and social interests, they allied with wealthier, more highly educated traditional Tory English voters who shared their grievances about the lack of expression for Englishness. This alliance re-elected a Conservative government that had taken (and would continue to take) an axe to welfare and social protection, but which, in an attempt to settle a long-running squabble between pro-and anti-Europe factions in the Tory party, had promised a referendum on EU membership.

With the UK Independence Party agitating that British (English) interests were being sacrificed for the benefit of 'others', this English nationalist alliance held and delivered the Brexit vote in 2016; 15.2 million of the 17.4 million votes (87%) to leave the EU came from England.

Research by the London School of Economics suggests that austerity was central to the dissatisfaction in England and increased support to leave the EU by 10%.

What's next for the UK is uncertain. Divisions brought to the surface by the EU referendum run deep. English nationalism is not, to date, a far right movement, but it helped the far right deliver Brexit when, for most people, EU membership was of no importance. Unless its legitimate grievances are addressed, English nationalism may also break up the UK.



**Steve Bainbridge**  
European vocational education  
and training policy analyst  
Cedefop (the European Centre of  
the Development of Vocational  
Training)





# Nationalismes : effets et ramifications

Pourquoi cette marée montante de nationalismes en Europe pendant les années récentes ? Des nationalismes, qui font que, dans une série d'États membres, des partis identitaires, anti-immigrés, racistes, xénophobes, occupent une place de plus en plus encombrante dans le paysage politique en envenimant la vie politique dans son ensemble et en rendant plus difficile la formation d'un gouvernement ayant une politique à peu près cohérente.

Le nationalisme, tiré jusqu'à ses extrêmes conséquences, mènent au fascisme et à la guerre. L'idée de construction européenne a avancé justement en réaction au vécu épouvantable de la Seconde Guerre mondiale.

C'était pendant la guerre, en 1941, qu'Altiero Spinelli et Ernesto Rossi, déportés sur l'île de Ventotene ont rédigé leur projet de manifeste « Pour une Europe libre et unie ». Le processus d'intégration européenne, sous une forme beaucoup moins ambitieuse et géographiquement restreinte, a finalement pris son chemin en 1952 avec la création de la CECA.

Nous pouvons toutefois affirmer que, derrière un projet essentiellement économique, il y avait une volonté commune de dire : **plus jamais de guerre, plus jamais de fascisme !**

## Plus jamais de guerre ?

Et pourtant, aujourd'hui, en dressant le bilan de l'histoire de cette Europe avec du recul, nous constatons que ces fondements sont ébranlés. Des guerres, il y en a bien eu ; certes, pas entre États membres, mais dans le voisinage proche, voire aux confins de la Communauté européenne.

La Yougoslavie a éclaté à la suite des conflits sanglants entre groupes ethniques aspirant soit à dominer la République fédérative soit à se détacher de celle-ci, en accédant à l'indépendance. Les composantes fédérées de la Yougoslavie n'ont pas simplement accédé à l'indépendance, elles se sont transformées en États nations.

La Communauté européenne, incapable d'empêcher le pire, a en réalité cautionné un précédent que d'autres régions en son sein (surtout les plus prospères) s'évertuent à suivre. D'ailleurs, sa structure institutionnelle elle-même n'encourage-t-elle pas la prolifération d'États indépendants ? Ses États membres, plus ils sont petits, plus ils sont surreprésentés (dernier exemple, et le plus caricatural, la composition du Tribunal de l'UE, avec deux juges par État membre).

**Nous voulons une Europe avec moins de frontières et pas avec plus de frontières, bien entendu dans le respect des droits civils, des droits culturels et linguistiques de tous.**

## Plus jamais de fascisme ?

Les représentants du fascisme n'ont pas disparu avec la fin de la Seconde Guerre mondiale. Dans certains pays, ils se sont installés dans la vie politique et dans l'appareil de l'État.

Pourquoi une recrudescence de l'extrême droite dans les dernières années ? Les motifs en sont brièvement abordés dans la Résolution politique de l'Union syndicale fédérale (USF)<sup>1</sup>. Le sentiment d'insécurité des populations a été en fait alimenté par les responsables de la crise financière et des politiques d'austérité, qui, afin d'asseoir

leur propre pouvoir, ont dévié le malaise social ailleurs : la faute est à l'étranger, au « différent », à « l'autre », qui menace les certitudes de la communauté imaginaire de la nation. Des déracinés de leurs foyers fuyant la guerre sont dépeints comme des « envahisseurs » menaçant « la famille chrétienne ».

Des gouvernements ont imputé la faute à « Bruxelles » (dont ils sont, en réalité, les vrais patrons) ou bien à des forces étrangères obscures, comme d'ailleurs des régions imputent la faute à la capitale du pays.

Dans un geste de rapprochement avec l'extrême droite, la nouvelle Commission a renommé le portefeuille des Migrations par une certaine « défense du mode de vie européen »...

**De par leur nature, les syndicats sont contre tout nationalisme, central ou régional, qui divise les travailleurs en fonction de leur race, leur nationalité, leur langue, leur religion ou de leur appartenance ethnique. Les intérêts des travailleurs sont les mêmes et on ne peut pas permettre que leur unité soit rompue ou affaiblie sur base d'autres critères.**

À condition qu'ils réunissent ces caractéristiques, des syndicats forts et massifs éduquent les gens à la solidarité sociale et constituent ainsi un rempart contre les nationalismes.

## Et le Service public européen dans tout cela ?

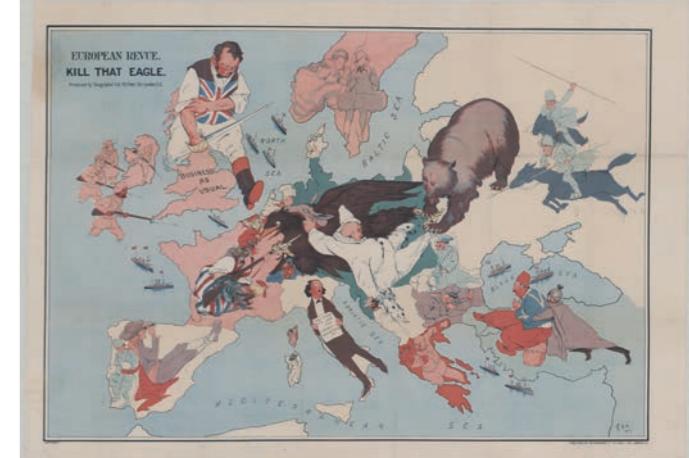
Sommes-nous immunisés contre le « virus » du nationalisme ? Sommes-nous l'expression pure d'une Europe idéale, appelée de nos vœux ?

À part le fait que des nationalismes au sens propre du mot ne sont pas totalement absents de nos rangs, nous sommes particulièrement exposés au pendant du nationalisme dans le cadre d'un corps professionnel, qui s'appelle **corporatisme**.

## Corporatisme

- 1 Doctrine qui préconise les groupements professionnels du type des corporations.
- 2 Attitude qui vise à défendre exclusivement les intérêts d'une catégorie professionnelle donnée.

Les attitudes corporatistes se développent sous le statut juridique particulier (notamment l'extraterritorialité) dont jouissent les membres et le personnel et des institutions (qui sont communément amalgamés comme « les Eurocrates de Bruxelles »). Plusieurs lois applicables aux travailleurs du pays d'accueil ne nous sont pas applicables (droit du travail, droit de la sécurité sociale, traitement fiscal, e.a.). Nous ne sommes pas couverts par les mêmes syndicats, et c'est à nous de faire un effort particulier pour découvrir combien de choses nous avons en commun et combien de batailles nous devons mener ensemble.



Dans le cas du Luxembourg, un syndicat qui se vante de ses liens privilégiés avec le plus grand syndicat national creuse en réalité la distance entre la population « communautaire » à la population « nationale ».

En réalité, l'isolement et l'autosatisfaction nous exposent davantage au risque d'être montrés du doigt comme une caste de « privilégiés », et faire les frais des décisions politiques négatives (p.ex. politiques d'austérité dont nous-mêmes sommes des victimes).

À nous, syndicat du personnel des institutions et organismes européens, de renforcer notre poids et de développer des liens de solidarité authentique avec la société qui nous entoure. Cela rendra aussi un bon service à l'Union européenne que nous servons.

## Image 1

Le partage de l'Europe au Congrès de Vienne en 1815

## Image 2

Satirical map of Europe in the onset of World War I, by John Henry Amschwitz



**Vassilis SKLIAS**

Secrétaire général EPSU-CJ





# Résistance à la dérive populiste et nationaliste

Un vent de crise souffle en Europe, non seulement sur les plans économique et social, mais plus dramatique encore, une crise qui tend à délégitimer le système politique traditionnel, fondé sur des partis et des forces sociales telles que les syndicats.

Les exemples récents de l'illusion de « participation directe » - qui voit l'individu se passer d'organes intermédiaires pour intervenir de manière ciblée dans l'administration des affaires publiques et en politique - ne semblent pas garantir des résultats satisfaisants. L'une d'elles consiste à utiliser des plates-formes virtuelles, souvent contrôlées par des entités privées et donc sans aucune garantie, pour exprimer son consentement à une position préconfigurée. Par ailleurs, l'utilisation abusive des outils de la démocratie directe qui devraient garantir une participation plus large, de fait, risquent de confier des choix fondamentaux à un public mal informé ou trop facilement malléable par des campagnes de désinformation orchestrées. Deux des exemples les plus récents : l'utilisation de la plate-forme Rousseau par le Mouvement 5 étoiles en Italie ou les résultats du référendum sur le Brexit au Royaume-Uni.

La chute du mur de Berlin, qui a déclenché la crise des partis traditionnels, ajoutée aux effets pervers des croyances libérales des années 80 et 90, ne s'est pas

limitée à influencer le consensus électoral. Cela a en fait modifié la capacité des instruments politiques et sociaux traditionnels à stimuler la participation et les réflexions collectives. En un mot, nous avons perdu ce travail nécessaire sur le moyen et long terme qui nous permettrait de faire face aux différents défis de la contemporanéité sans être conditionnés par le « juste à temps ».

Le résultat de cette combinaison d'ingrédients a conduit un grand nombre du demi-milliard d'eurocéens, qui constitue la partie du Vieux Continent se reconnaissant dans l'Union européenne à se cacher dans l'abstention ou à récompenser des phénomènes populistes et nationalistes, même si ceux-ci ont une approche différente des uns des autres envers certaines solutions proposées. Ils ont une certaine matrice commune : la crise économique et du capitalisme telle qu'elle était connue jusque dans les années 70, les répercussions sociales connexes et les difficultés rencontrées par les partis politiques et les syndicats pour identifier une nouvelle structure et de nouveaux instruments de participation.

La nécessité de fournir des réponses « immédiates », à examiner aujourd'hui sans que l'on prenne dûment en compte l'impact de la décision sur le lendemain, a poussé les entités politiques et les organismes intermédiaires à

jouer avec des règles qui ne font pas non plus partie de leur ADN, mais qui sont des normes « de la partie adverse »; de cette droite et de ce populisme qui n'a pas besoin et ne demande pas de réflexion.

Tout est simplifié, tout est immédiat, tout est prédestiné à la consommation rapide. L'incapacité - tout à fait légitime - de s'adapter à ces règles a souvent conduit à un cloisonnement, une sorte d'enfermement, particulièrement des partis de gauche traditionnels qui ont abandonné les territoires et sont souvent tombés dans l'auto-référentialisme.

Ce fossé entre « l'intérieur » et « l'extérieur » a contribué à généraliser ce sentiment de détachement entre la « petite minorité » et le « très grand nombre ». Ce sentiment récemment repris comme un slogan intéressant même par le parti travailliste britannique dans « For the Many, not the Few ».

Une distance qui a facilité la réponse à des questions sociales difficiles avec des solutions populistes simplistes, qui tendent, comme dans notre triste passé, à blâmer et à rejeter la responsabilité sur les personnes différentes, l'étranger, et ceux qui ne respectent pas des « codes » souvent inexistant ou exhumés d'une époque que nous croyions ou espérions appartenir au siècle dernier.

C'est le défi auquel non seulement les partis politiques et les syndicats sont appelés à répondre, mais également toutes les structures sociales et associatives qui œuvrent sur le terrain pour démentir, entre autres, l'idée croissante qu'il n'y a plus de différences entre la gauche et la droite. Cette idée démagogique qui peut même amener le Parlement européen nouvellement élu à voter pour une résolution confuse qui unit bourreaux et victimes, libérés et libérateurs, assimilant l'Armée rouge à la Waffen-SS.

Si seulement dans deux pays européens, la Suisse et la Slovaquie, en 1998 des mouvements populistes faisaient partie du gouvernement, nous pouvons compter aujourd'hui quinze pays européens qui constatent la présence de partis populistes dans leurs administrations centrales et/ou régionales. Au cours des vingt dernières années, les forces de la droite ont travaillé d'arrache-pied pour construire une fausse image de l'Europe et des réalités nationales. Malgré l'absence de comparaison avec la vérité objective, ces forces ont ouvert une brèche, exploitant les perceptions construites ou induites par des médias complaisants et/ou irresponsables accentuée également par le vecteur de diffusion des réseaux sociaux.

Le cas de la République tchèque est l'image concrète de cette construction fictive d'une urgence inexistante. Les données économiques montrent, par exemple, que l'année dernière, seulement 2,3% de la population active était au chômage (le taux le plus bas de l'UE), tandis que la croissance économique moyenne était de 4,3%, bien au-dessus des « zéro virgules » de nombreux pays de l'UE. À Prague, il y a très peu de réfugiés qui avaient atteint les plages européennes ou emprunté la route des Balkans, néanmoins, aux dernières élections politiques, l'ensemble des partis populistes ont dépassé les 40% des

suffrages, soit dix fois plus qu'en 1998.

Le défi consiste donc à inverser une trajectoire dangereuse, à trouver non seulement cette capacité à proposer et à regarder à moyen et long terme pour amener à des solutions efficaces et regagner la confiance perdue, en particulier celle des jeunes générations.

C'est le travail effectué par diverses structures en Europe, dont l'Association Nationale des Résistants d'Italie (ANPI). Héritiers de ceux qui ont choisi de lutter personnellement et en première ligne contre le fascisme et le nazisme. En 2006, l'ANPI a choisi de ne pas se limiter au rôle d'association d'anciens combattants, mais de s'ouvrir aux nouvelles générations, de les écouter et de leur confier de nouvelles responsabilités.

Présent dans les 90 provinces de l'Italie et dans de nombreux autres pays via ses nombreuses associations sur le terrain (Belgique, France, Allemagne, Royaume-Uni, Suisse, ...), ANPI est membre actif de la Fédération internationale de la Résistance (FIR). Avec plus de 120 000 membres, dont plus de la moitié sont des jeunes, l'ANPI se mobilise aujourd'hui autour des principes d'égalité, de participation et de justice qui sont propres à la Résistance.

Toujours à l'avant-garde du devoir de mémoire, l'ANPI a été et demeure l'un des protagonistes de la lutte contre la mafia, contre la corruption et les violations de l'État de droit. Elle s'inscrit dans la reconnaissance du droit au travail, de l'égalité dans le respect des principes de la Constitution italienne et des principes fondamentaux de l'UE issus des écrits et des idées de résistants tels qu'Altiero Spinelli.

Établi le 6 juin 1944 à Rome, alors que le Nord était encore sous l'occupation nazi-fasciste, l'ANPI participe depuis ses débuts au débat politique italien et européen à tel point que huit représentants leur furent attribués aux sièges de la Consultation Nationale, organe chargé de l'écriture de la Constitution de la naissante République italienne.

Après une période élaborée de reconstruction, dans les années 50, l'action civile à laquelle les partisans s'étaient ralliés reprend. Partant de l'engagement en faveur de la paix et contre le réarmement, leurs interventions et positions fréquentes sur tous les grands thèmes nationaux et internationaux ont impliqué les institutions et les milieux sociaux. La liste est longue, mais force est de rappeler, parmi les nombreuses initiatives,



la Conférence du 9 mars 1965 en solidarité avec le peuple espagnol luttant pour la liberté contre le régime franquiste et la célébration de la « Journée de la femme dans la résistance ».

Animé d'un européanisme convaincu et actif, une grande lutte qui a caractérisé et imprégné la vie de l'ANPI a été celle contre le terrorisme et contre la mafia. Européanisme si important qu'il a mené l'un de ses dirigeants, Lionello Levi Sandri, au poste de Commissaire européen de 1961 à 1970.

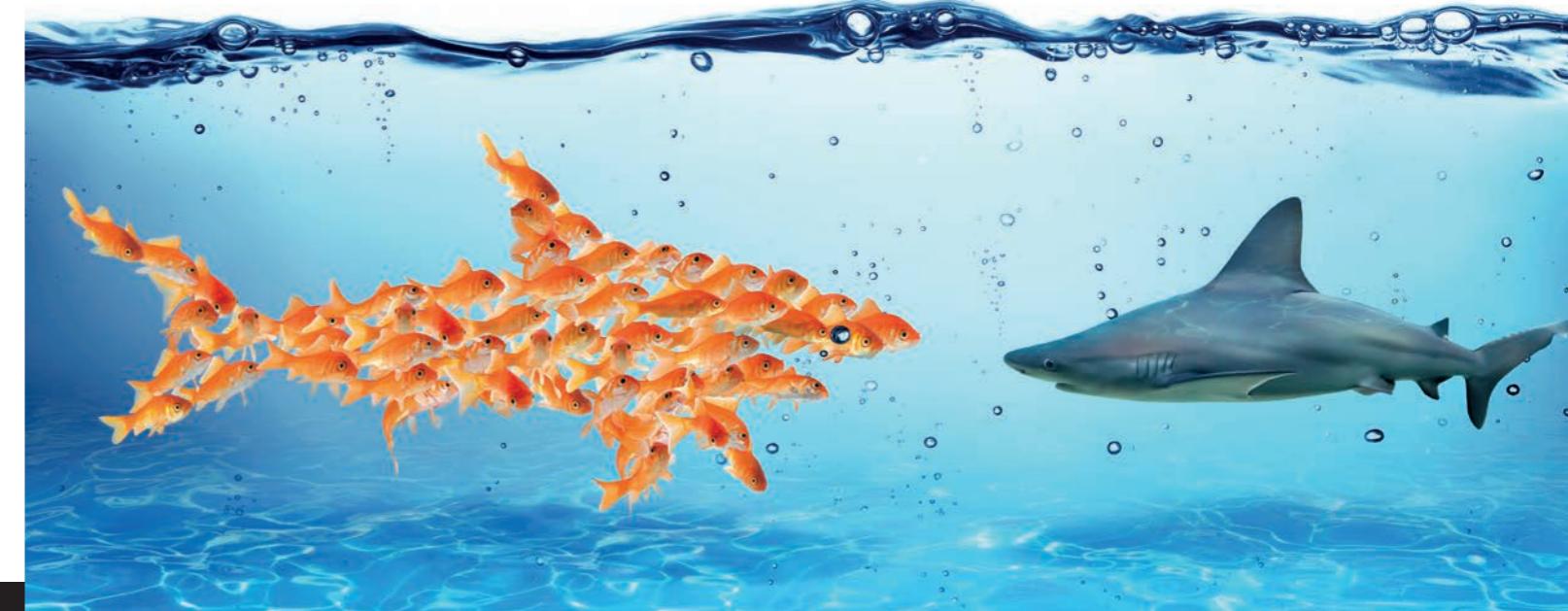
En 2014, après deux ans d'engagement, l'ANPI a obtenu du gouvernement allemand des réparations pour les victimes des massacres nazi-fascistes perpétrés entre 1943-1945. L'association met également en œuvre des initiatives nationales contre une réforme irresponsable du Sénat et contre la proposition de loi électorale. Œuvrant aussi pour l'éducation et l'instruction des jeunes, la signature d'un protocole avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche pour lancer des initiatives de formation à la citoyenneté active dans les écoles en est un résultat.

Le travail de l'Association aux côtés des forces syndicales est quotidien - un exemple parmi tant d'autres : l'Union Syndicale Fédérale a rejoint l'appel à un vote antifasciste lors des dernières élections européennes et son

engagement au respect des valeurs européennes ainsi que sociales qui, bien que faisant partie de l'acquis, risquent d'être remises en question tous les jours.

Le modèle de l'ANPI n'est pas le seul ; des dizaines d'autres organisations opèrent en Europe pour nous amener « hors » de la spirale populiste et « à l'intérieur » d'une démocratie représentative et constructive. Cet objectif ne pourra être atteint que par un travail commun de toutes les forces démocratiques qui doit impliquer le monde syndical, un outil « nécessaire » - tel que défini par le nouveau Secrétaire Général de la Confédération Générale Italienne du Travail (CGIL), Maurizio Landini - pour défier et vaincre la dérive populiste.

**Filippo Giuffrida**  
Membre du Conseil National de  
l'ANPI - Associazione Nazionale  
Partigiani d'Italia



## Trade unions and radical right-wing populism

The summer break is over, political Brussels resumes parliamentary operation. We, the trade union movement, were spared any great shock from the elections to the European Parliament in May this year. The election result was certainly not what was feared in the camps of democratic parties and also of the unions. The gains of the populist and far-right parties in the European elections are essentially the result of the "Lega" of Italian Matteo Salvini, the "Rassemblement National" of Marine Le Pen in France, the "Fidesz" party of the Hungarian Prime Minister Viktor Orban, the ruling party in Poland "Prawo i Sprawiedliwość" (PiS), the German "Alternative for Germany" (AfD) and the "Brexit" party of Nigel Farage in the United Kingdom. At present, the right-wing extremist, populist and anti-European parties represent about a quarter of all MEPs. At national level, the last tentative success story for a far-right populist party was the German AfD, which did gain substantially in the regional Parliament of the state of Brandenburg (23.5%) and of the Saxony free state (27.5%).

Once again, migration and asylum policy, support for developing regions, unemployment (especially among young people) and the fear of the negative effects of globalisation were the dominant themes in the election campaigns. The losers of the election nights, as so often across Europe, were the social-democratic / left-wing parties. It has been noted that significantly more men than women give their votes to right-wing populist parties.

Populist parties equate globalisation with the loss of national sovereignty (predominant during the Brexit debates), the liberalisation of the economy and the deregulation of industrial relations. Populism is directed in particular against the "elites benefiting from globalisation". For populist parties, these elites find themselves in the ruling establishment, in the "Brussels bubble", in the established parties, in the business elite,

in the "mainstream media" and also in the "union bosses". Populists present themselves as the spokespersons of the "little people".<sup>1</sup> To counter these threats, they are offering to retreat into the narrow confines of the nation, which guarantees solidarity through a supposed national identity. Xenophobia and more or less open racism are the propagandist/rhetorical glue that holds their suggested solutions together.

Populists of all stripes have long since identified the European Union as a common enemy across Europe: it presumably triggers and reinforces national and regional disadvantages. The similarities in anti-European arguments were prevalent before the elections to the European Parliament. It is claimed that the European Union needs to be reformed. In truth, however, populists want to downsize the Union and threaten even with exit. The shift of basic political, economic, social and financial skills back to the nation state unites populists across Europe. They reject the basic EU treaties on the single market and currency.

Significantly, populism also affects parts of the middle class. This makes it clear that it is not social decline and impoverishment that are the fuel of populism, but rather the fear of change and possible social descent. In many questions of wealth distribution, infrastructure and participation, the criticism by populist movements undoubtedly addresses real problems.

Trade unions must lead the discussion on the future shape of the European internal market and globalization more openly and assertively. We see not only threats but also opportunities. Fair and sustainable globalisation can lead to a socially equitable increase in wealth among trading partners and in the countries of the European Union. But for that we need a fundamental policy change. The European Union, and in particular the European Parliament, as the

legitimate representative of European citizens, has the task of setting rules for economic and social fairness and sustainability and demanding their enforcement across Europe.

The “prosperity promise” of the European Union must apply to all, not just the stronger ones. In Germany, too, we have to admit that we are only well if our European neighbours are doing well, too. There cannot be a lasting split in the Union between globalisation winners and globalisation losers. The “justice in distribution” project must start here and now. For example, campaigns such as the European Trade Union Confederation (ETUC) campaign “Europe needs a pay-rise” must be set up again and more decisively supported by national trade union organisations than ever before.<sup>2</sup>

Rural areas need special attention and help. Public services of general interest, access to education and participation in social developments must be available to all citizens, no matter where they live. An efficient and well-functioning public service is an indispensable pillar for a democratic society. Digitalisation can make many things easier. Access to modern means of communication has to be accessible for everybody. The objectives of regional policies must be set with the broad participation of stakeholders, actions implemented quickly - and their fulfilment must be monitored transparently. This transcends the framework of traditional regional policy, because it covers both the fields of action and the actors as a whole. Trade unions need to readjust and strengthen their regional presence. Trade unions must be at the forefront. They, and democracy in general, can build lasting credibility.

Because union members are not immune to xenophobic and nationalist propaganda, the ETUC and its institute (European Trade Union Institute, ETUI) have recently explored the question why “attractiveness” in particular right-wing populist parties has grown.<sup>3</sup> The European Economic and Social Committee (EESC) has very recently published an interesting study on EU Trade Union Strategies to address trade union members’ and workers’ growing propensity to vote for right-wing populists and nationalists.<sup>4</sup> It clearly underlines the need for trade unions to be more active and in direct contact with their members regarding the means (i.e. racism, xenophobia, exclusion, and so on) populist parties apply to increase their appeal.

Looking at the strategies and actions that trade unions apply to counteract the rise of Popular Radical Right (PRR) parties, we see considerable differences among the workers’ organisations. Some concentrate on counteracting populist parties’ social and economic policy, which is often extremely hostile to the worker population. Others

<sup>1</sup> See: Philip Manow, in “Die Politische Ökonomie des Populismus”, Edition Suhrkamp, 2018.

<sup>2</sup> <https://www.etuc.org/en/campaigns>

<sup>3</sup> Internal Workshops and public conferences serve information and experience exchange, see: <https://www.etui.org/News/Back-to-the-future-Trade-unions-need-a-positive-new-narrative-to-win-back-workers-votes>

<sup>4</sup> <https://www.eesc.europa.eu/en/our-work/publications-other-work/publications/trade-union-strategies-eu-address-trade-union-members-and-workers-growing-propensity-vote-right-wing-populists-and>

follow the “defining limits and open door” strategy, which means that there is a defined red line of “no cooperation whatsoever” (regarding xenophobia/racism), but at the same time an open door for the ones who demand serious solutions for existing problems. In order to be effective and successful in the effort to push back populist right-wing extremist parties, all trade union levels must be networked. In order to operate such a network, European trade union structures are of particularly great importance. Both sectoral and cross-sectoral organisations are required to cooperate with each other and with their respective membership. The ETUI can provide well-researched information and could serve as an organisation providing a discussion platform.

Despite social media, personal and face-to-face contact are of the utmost importance. It goes without saying that trade unions must address the media, public rallies, demonstrations and protests against xenophobia, racism and nationalist politics. At the same time, trade unionists, organisers, militants and works councils must take sides in the workplace, in companies and administrations against the exclusionist and misanthropic policies of right-wing populists.

Trade unions need to clarify their position on fair and sustainable globalisation and on a thorough political reform of the European Union. This must be the subject of daily trade union debate, education and public relations. It is not just about enforcing a “Social Europe”. Trade unions bear the responsibility for a proactive dialogue process for a new reform for Europe and its institutions. The 14th Congress of the ETUC (May 2019 in Vienna) provided an excellent platform for the discussion on a structural and fundamental overhaul of Europe. The political/social manifesto, approved by the European trade union movement, is a solid foundation for our political action both at European but also at shop floor level. Let’s make freedom, solidarity and equality happen for all human beings in Europe!



Peter Scherrer

Peter Scherrer is an advisor to the European Trade Union movement and conducts research on the issue of PRR. He was Secretary General of the European Metalworkers’ Federation, Deputy Secretary General of the European Trade Union Confederation, Brussels. He was educated as a metal worker and as a Historian at Newcastle-upon-Tyne, Berlin and Bielefeld University (M.A.).



# Why the UK needs a second Referendum

With Brexit it's important to realise:

- how quickly the 2016 referendum was decided and held;
- how many UK expats were disenfranchised, as were EU citizens living and working in the UK at the time;
- and how badly informed people were beforehand and how badly misled they were during the campaign.

Both the Leave or Remain campaigns failed to anticipate, let alone describe what leaving the EU would mean. Many aspects could, of course, never have been foreseen by campaigners. The People’s Vote campaign made this clear in an article published 100 days<sup>1</sup> before 29 March 2019, the original exit date.

Despite the optimistic but totally unfounded bluster of the current UK Prime Minister, Boris Johnson, many of the facts below are still not common knowledge and make sobering reading.

In 2016, most voters in the referendum did not realise, for instance, that:

- The UK would have to pay a £39 billion fee to leave the EU;
- There could be a hard border in Northern Ireland, as taking the UK out of the EU’s Single Market and Customs Union would require new border controls between Northern Ireland and the Republic, thereby threatening the Good Friday Peace Agreement;
- The UK government would set “red lines” that would take the UK out of the Single Market, the Customs Union and the jurisdiction of the European Court of Justice.
- Johnson was not seriously expecting the UK to leave the EU. His promise that the UK would stay in the Single Market was empty.
- Johnson would end up promising “No Deal” if he failed to reach an agreement removing the Irish backstop.
- Brexit would go on for years. The Leave campaign promised a quick and easy exit. The reality, at best, is the prospect of years of uncertain transition and talks.
- The European Arrest Warrant would be lost.
- There would be no “Brexit dividend”.
- The Government would need to build a huge lorry park in Kent and elsewhere near ports. This is just part of the government’s supposed No Deal planning, which has been exposed as totally inadequate (see the infamous “Yellowhammer” report).
- The Government would make no progress in rolling over new free trade agreements. The UK would lose the 60+ FTAs (Free Trade Agreements) it currently is party to through EU membership.
- UK businesses would face new barriers and costs as a result of the UK exiting the Single Market and

the Customs Union. Businesses would have to apply for new permits to trade with the EU, which would entail additional cost.

- Brexit would cost the Treasury more than £5 billion a year in debt interest payments, owing to higher interest rates on government bonds.
- The UK would become a “third country” in relation to clinical trials and trials of medical devices, and lose access to key databases.
- Leading Brexiteers would apply for EU residency or passports. Nigel Lawson has applied for French residency and Andrew Bridgen misleadingly suggested that any English person could apply for an Irish passport.
- The UK would lose access to funding of infrastructure from the European Investment Bank (EIB).
- The Brexit on offer would include leaving Euratom, owing to the Government’s needless red line on ECJ jurisdiction (EU Court of Justice), which has already been broken.
- Roaming charges could apply again to UK citizens abroad.
- The UK would lose its say on economic sanctions on “rogue states”, which it currently enjoys as a member of the world’s largest single economic bloc.
- Instead of continuing access to the world’s largest trade bloc, the UK would end up begging for agreements with countries outside its immediate neighbourhood and with quite different traditions and with damaging consequences for the environment.

At the time of writing, the main UK opposition party, Labour, is holding its annual conference. The conference has just confirmed that it will include a commitment to hold a 2nd (“Final Say”) Referendum in its manifesto for the prospective General Election. On 23 September 2019, the conference decided to put any negotiated new “deal” against the option of remaining in the EU. Many members of the Labour leadership (but not the leader, Jeremy Corbyn) have said they would campaign for Remain. The other UK opposition parties, with the exception of the newly-established Brexit Party (led by a certain Nigel Farage), are committed to campaigning for Remain after achieving a Final Say Referendum.

On 24 September, the UK Supreme Court ruled unanimously that Johnson’s prorogation of Parliament was “unlawful”. What will now happen in Parliament is unclear, though a General Election appears to be imminent, which would require a further extension of Article 50. Johnson suspended Parliament for five weeks earlier this month, claiming it was to allow a Queen’s Speech to outline his new policies. But the Court said it was wrong to stop Parliament carrying out its duties, stating: “the effect on the fundamentals of our democracy was extreme.”

So things are still extremely tense and “in the balance”, but a second referendum is looking more likely, probably after a general election but possibly as an alternative to one. A Final Say referendum is needed, if only to provide some “closure” on a situation that has left deep and bitter divisions in the country, as has been well analysed in another article in this edition of AGORA.<sup>2</sup>



#### Supplementary literature:

- <https://www.tuc.org.uk/blogs/no-deal-brexit-disaster-jobs-public-services-and-economy>
- <https://www.theguardian.com/commentisfree/2019/oct/05/european-union-crucial-to-securign-peace-in-ireland-this-plan-puts-it-in-peril>

Member of the Union Syndicale Council branch



1 “Brexit: Made in England”.[https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS\\_544138/lang--en/index.htm](https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_544138/lang--en/index.htm)

2 “Brexit: Made in England”.



# Europe needs a new dialogue between its civil service and its citizenry

The recent European Parliamentary elections have been heralded as a “victory for European democracy.” They touted the highest voter turn-out since 1994, and they yielded success for parties who focused their manifestos on truly pan-European agendas.<sup>1</sup> Yet the results also suggested increasing fragmentation and polarisation of European politics and the ascendancy of an anti-EU, populist right. The challenge – and the opportunity – the EU faces is to harness increased citizen engagement in European political discourse in order to confront and combat the senses of alienation and distrust upon which populism thrives.

The European Parliament will of course play a central role in building a healthy pan-European political dialogue. As important as legislative politics are, however, we cannot leave the work of citizen engagement to elected politicians. Unelected civil servants are likewise responsible for citizen engagement and must build trust directly with the citizens they serve.

In a recent book, *Financial Citizenship*,<sup>2</sup> one of us diagnosed the breakdown of public trust in central banks and set out steps for rebuilding the legitimacy of our financial institutions. This work requires experts and bureaucrats to move beyond their sometimes narrow communities and to engage wider, more transnational publics more actively. A similar strategy may be in order for the institutions and agencies of the EU.

## A New Dialogue between Experts and Publics

Europe needs both healthy parliaments and much more direct conversations among the public, experts, and civil servants. But how do we begin to have these critical conversations between experts and publics? Here, we lack institutions that allow ordinary people to express their views in dialogue with experts and civil servants.

The EU has pioneered participatory approaches to policy-implementation in many areas. Environmental directives, for example, mandate stakeholder dialogue. Indeed, European environmental conservation programmes have enjoyed the most success when national governments implement them in dialogue with experts and ordinary people.<sup>3</sup> Public participation, however, typically occurs at the national level, and in the process of implementation. This participatory methodology now must be extended to the EU-level and must bring the public into the process of creating policies, directives and regulations, not just the process of implementation.

To do this, we need a new kind of institutional arrangement, or platform, for engagement. This platform must transcend the barriers of nation-states and the cultural divides that separate experts and nonexperts, government officials and civil society. It must enable persons of different linguistic, social, economic, scholarly, and political vantage points to contribute to the process. What might such a platform look like?

Over the past six years, we have been experimenting with prototypes for the kind of transnational platform we believe is needed. First, through Meridian 180<sup>4</sup>, a multilingual platform that brings together more than 1,200 policymakers, industry representatives, academics, and representatives of civil society from thirty-nine countries. More recently, through the global collaborations team at the Northwestern Buffett Institute for Global Affairs<sup>5</sup>. Within the EU, there are also promising civil society initiatives such as the European Citizen Platform<sup>6</sup> and the civil servant-led project GRASPE<sup>7</sup>. These projects promise spaces for collaborative dialogue across the boundaries of the academy, government, the private sector, and civil society. Refining and expanding such transnational and intersocietal platforms are among the most pressing issues now facing scholars, activists, and policymakers.

### Meet the Critics Halfway

Populists attack the EU for being opaque, technocratic and undemocratic. Central banks face similar critiques across the globe. The EU needs a measured response here. Technical expertise plays a crucial role in governance, and yet we must also acknowledge that expertise is far from fool proof. A case in point: In 1988, the EEC started paying farmers to “set aside” agricultural land – to leave their land unfarmed. The EEC adopted this measure in part based on expert judgement that the set-aside would benefit ecosystems and biodiversity. The actual impact, however, turned out to be quite varied. In some areas, set-aside benefited ecosystems, in others the impact was negative.<sup>8</sup> As experts we often can’t help but get things wrong. This is not a failure but a simple fact of life in conditions of uncertainty and unknowability. We have a duty to let the public in on the fact that there are significant uncertainties to what we know.

We must also acknowledge the ways in which technocratic decision-making creates winners and losers. The ECB, for example, is mulling a cut in interest rates. Economists know that low interest rates tend to encourage growth, and they know that strong growth usually means job creation. Low interest rates therefore make sense as a technical response to slow economic growth. But low interest rates also mean smaller returns for savings accounts and pension plans. Many will benefit from reduced interest rates: the winners will likely include unemployed citizens finding work. But there will also be losers: not least those who find their retirement savings falling in value.

Too often central bankers rebuff populists by insisting that their decisions are purely technical and apolitical. To meet the critics halfway, technocrats may need to be clearer about the limits to their expertise. And they may need to acknowledge the ways in which their decisions do nonetheless create winners and losers. Technocrats need to treat issues like interest rates and biodiversity as at once technical and political. And political issues are, of course, issues about which citizens, and not just experts, must have their say.



### Bridge the Cultural Chasm

In the early years of the European project, many naively presumed that legal and economic integration alone would lead to a more complete integration. This presumption underestimated the cultural foundations of integration. A similar mistake was made by remainers during the Brexit referendum. The remain campaign focused on what the UK economy might gain from continued EU membership. It largely neglected the case for pan-European social, political and environmental ideals. Without shared values, shared symbols, and shared ways of life, legal and economic integration cannot succeed. This suggests that the cultural project of European integration at all levels – not just in traditional “cultural” areas like education or music but also in areas like financial governance or environmental policy – need as much bureaucratic attention as the legal and economic questions.

In some respects, central bankers know very well the importance of culture. Central bankers invest significant time and energy in understanding the cultures of the financial institutions that they regulate; they are experts in how social actors within financial institutions actually behave. Bridging the cultural chasm that separates

<sup>1</sup> Michael Bruter and Sarah Harisson. 2019. “Seven key stories about the most ‘European’ EP election ever” <https://blogs.lse.ac.uk/politicsandpolicy/seven-key-stories-about-ep2019/>

<sup>2</sup> Annelise Riles. *Financial Citizenship*. Ithaca: Cornell University Press. Open-access e-book available at: <http://www.cornellopen.org/9781501732720/financial-citizenship/>.

<sup>3</sup> Tomislav Laktić and Špela Pezdevšek Malovrh. 2018. “Stakeholder Participation in Natura 2000 Management Program: Case Study of Slovenia” *Forests* 9(10): 599. <https://doi.org/10.3390/f9100599>

<sup>4</sup> <https://meridian.northwestern.edu/>

<sup>5</sup> <https://buffett.northwestern.edu/index.html>

<sup>6</sup> <https://www.facebook.com/pg/EuropeanCitizenPlatform/about/>

<sup>7</sup> <https://graspe.eu/info.htm>

<sup>8</sup> Boellstorff, Darcy, and Gerardo Benito. 2005. “Impacts of Set-aside Policy on the Risk of Soil Erosion in Central Spain.” *Agriculture, Ecosystems & Environment* 107 (2-3): 231. <https://doi.org/10.1016/j.agee.2004.11.002>

<sup>9</sup> Article from Claire Jones in Financial Times: “<https://www.ft.com/content/3b07e8fe-c97c-11e8-9fe5-24ad351828ab>

central bankers from the general public requires that central banks place a similar priority on engaging with and understanding citizens. This will be especially challenging in the European community where there is not a singular general public but rather many different communities. Nevertheless, the EU will need to heed the wisdom of ECB executive board member Benoît Cœuré: “You cannot expect people to listen to what we tell them from a tower in Frankfurt. ... We have a duty to engage, explain and listen.”<sup>9</sup>

### Citizens’ Obligations

Of course, the cultural rift that separates policymakers from the people who make up the real economy cannot be repaired from one side alone. Citizens have a duty to challenge policymakers constructively and to engage with hope rather than cynicism or desperation. Productive conversations between citizens and experts demand that citizens also meet experts halfway.

Too often, commentators and politicians opportunistically rail against the ‘faceless bureaucrats’ who inhabit technocratic institutions. This stereotype of the disengaged bureaucrat ignores the fact that many experts share the public’s concerns—about issues from environmental sustainability to inequality to cultural autonomy. There is more room for dialogue across our cultural differences than we might expect.

First, however, citizens must accept that European – and indeed global – interdependence cannot be wished away. We cannot return to a world in which national economies do not fluctuate in relation to one another or one in which air pollution is contained by national borders. Recent climate change protests and the successes of political parties focused on pan-European issues suggest a growing appetite for cross-border political action. This

appetite is an opportunity that all of the EU’s institutions and agencies – and not only its Parliament – should embrace.

### Conclusion

The EU’s technocratic institutions face an increasingly acute challenge to their legitimacy. In the face of this challenge, civil servants cannot simply defer the work of building public trust to legislatures. Increased participation in parliamentary elections is good news for the European Union, but the Parliament alone cannot fix the legitimacy deficit. Given that technical decision-making creates winners and losers, technocrats are responsible for making decisions in dialogue with the public.

The European civil service should embrace this responsibility out of its commitment to democracy. But it must also do so because its very survival depends on it. In an era of polarizing politics and populist attacks on “faceless Brussels bureaucrats,” the EU civil service urgently needs to gain the trust of its citizenry. It can, as central bankers have too often done in the past, hide behind a disingenuous façade of apolitical, technical decision-making. Or it can forge new spaces for active, reciprocal public engagement. Ultimately, this is a choice between two very different articulations of trust. One asserts, “trust me, I’m an expert, let me get on with my job in peace.” The other says, “trust me, I am listening, let’s have a dialogue.”

#### Image 1:

Climate change protests in Switzerland.  
Credit: Gustave Deghilage, Lausanne (<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/2.0/>)



**Annelise RILES**

Executive Director of the Buffett Institute for Global Affairs and Associate Provost for Global Affairs at Northwestern University.

Her most recent book, *Financial Citizenship: Experts, Publics, and the Politics of Central Banking* (Cornell University Press), examines global financial governance in the wake of populist and nationalist attacks on central banks and central bankers. She reveals that conflicts about the work of central banks are in large part the product of a culture clash between experts and the various global publics that have a stake in what central banks do. The book is a call to action for all of us—experts and publics alike—to address this culture clash and the resulting legitimacy crisis head on, for our economies and our democracies.



**Timothy MCLELLAN**

Postdoctoral Fellow at Northwestern University’s Buffett Institute for Global Affairs.

Based on ethnographic research with agricultural and environmental scientists in southwest China, he is working on a book manuscript that examines how we can craft more democratic and more inclusive relationships between science, society and the environment.



# Social dialogue at European level

## A MUCH EXPECTED RULING FROM THE COURT OF JUSTICE OF THE EU



The EU Treaty provides for social and labour legislation at EU level with the Art.151-155 of the TFEU. These articles have been taken as a legislative basis for a number of legislative acts over some decades, notably important EU directives on social dialogue and the protection of workers. The subjects covered range from health and safety at the workplace, working time, work contract issues etc.. One driving idea, of course, was to provide work relationships in Europe with minimum standards applicable everywhere, avoiding "forum shopping" with poor working conditions and simplifying the freedom of circulation of goods, services and worker migration. In the meantime, the European Social Pillar is being claimed as an important element of EU policy. The articles 151-155 have also been used as a basis for agreements between social partners at European level not followed by an

enactment as an EU directive. Agreements related to private or public service workers are commonly prepared under the label "sectoral social dialogue X" and signed by the ETUC or our federation EPSU which covers a broad range of public services.

One area, however, seemed to be forgotten until the sectoral social dialogue "central governmental administrations" was set up: social dialogue standards of central governmental administrations had been enshrined as national legislation or agreements only. Under normal circumstances, these standards may be satisfactory, but in crisis periods (followed by excessive austerity measures), information and consultation standards were washed away in some European countries. No minimum standards enshrined at EU level were available to stop harsh measures against staff of public administrations which lacked any meaningful information or consultation of staff representations and unions.

In order to close the gap between workers' populations of the private and public sectors, the sectoral dialogue committee "central governmental administrations" was set up between EPSU and its partner CESI on one side and the European public administrations' employers' federation "EU PAE" on the other side ("SDC CGA"). Good work progress over some years was achieved and the parties signed an agreement in December 2016 on initiating a process of legislating through a cautiously worded EU Directive. The directive that would enact the agreement is designed to define minimum information and consultation rights for almost 10 million workers in the central governmental administrations. From EPSU's side, the international European public sector is meant to be included. Participation was thus opened up for USF beforehand and the internal label was set as "NEA", "National and European Administrations". USF has been grateful for this confirmation of full USF integration into the EPSU family.

Surprisingly, the EU Commission that had acted as a facilitator in the elaboration of the agreement for years suddenly developed a strong, enigmatic reluctance on the use of Art.151-155 TFEU as a basis for an EU directive to implement the agreement, thus deeply interfering into the agreement approved by social partners at EU level. The agreement between the social partners clearly and

explicitly aimed at initiating the legislative process of an EU directive.

Imposing an (almost informal) bipartite agreement on the social partners by depriving them of the claimed EU Directive would seriously downgrade the authority of these social partners and leave the represented workers with a lower level of protection.

EPSU thus filed an appeal before the EU's General Court, claiming that the EU Commission deprived EPSU of the label of a social partner at EU level. Indeed, one may wonder what purpose Art.151-155 would fulfil if the right of initiative of the EU Commission would be so predominant that eventually social partners would have no authority going much beyond a simple random association of private club members.



### For more details:

<https://www.epsu.org/article/european-pillar-broken-promises-time-social-europe-one-year-slow-progress-and-disappointment>

### Image:

„European pillar of broken promises: Time for a social Europe“. Copyright EPSU.



**Peter Kempen**  
USF secretary general



## Ver.di: “a very inspiring Congress”



The 5th Verdi congress (held in Leipzig) was opened on the 22nd September 2019 by the Federal President Walter Steinmeier who praised the existence of Verdi as an important actor of the German democratic society as a whole. At this congress, the mandate of the well-known President Frank Bsirske came to an end. Media largely reported on his remarkable contributions of the last 18 years. On the 24th September, the Verdi Congress elected a new executive bureau, headed by newly elected Verdi President Frank Warneke. The USF Sec. Gen. was invited to the Congress and warmly congratulated.

The Congress discussions with about 1000 delegates (Verdi has 2 million members) were very inspiring. Amongst the many subjects were the consequences of digitalization, equal opportunities, minimum wages, precariousness of work, immigration, the rise of right wing extremism, recruiting young members, preserving the collective wage agreement principle which is well established in Germany, but increasingly unpopular with employers.



# Le Congrès USF invoque la Charte sociale européenne

L'USF revendique la référence à la Charte sociale européenne dans les préambules des statuts d'organisations internationales en Europe. L'intérêt qu'a porté le Congrès USF de Bratislava (30 mai au 2 juin 2019) à la Charte sociale européenne repose sur deux circonstances: d'une part, les efforts de l'USF des dernières décennies d'obtenir la pleine conformité de statuts d'organisations européennes et internationales avec les directives de l'Union européenne relatives au droit du travail et social par le biais d'actions en justice ciblées n'ont permis qu'une progression lente<sup>1</sup>. Un suivi reste nécessaire. D'autre part, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe s'est interrogée surtout depuis 2014 sur les lacunes observées dans certaines organisations internationales relatives aux droits fondamentaux et sociaux<sup>2</sup>. Cette attention est une opportunité attendue et très appréciée par l'USF.

Le Conseil de l'Europe constitue la première référence dans le débat sur l'effet possible de la Charte sociale européenne sur les relations au sein des organisations internationales européennes. En effet, au préambule du Statut du Personnel du Conseil de l'Europe figure la mention de la Charte: le « Secrétaire Général s'appliquera à réaliser des conditions propres à assurer l'exercice effectif des droits et principes contenus dans la Charte sociale européenne revisée, dans la mesure où ceux-ci sont applicables à une organisation internationale. »

Parmi les 31 articles de la Charte (version dite « révisée » de 1996), certains concernent des obligations des états membres (droit au travail, logement, droits des enfants ou adolescents...) qui peuvent dépasser la responsabilité d'une organisation internationale envers son personnel. Cette circonstance peut justifier la limitation inclue dans le préambule. La grande majorité des articles de la Charte est de pertinence directe pour toute organisation internationale, étant donné qu'en règle générale, les organisations internationales sont des employeurs et des systèmes de prévoyance sociale au sens classique des termes. La Charte sociale européenne couvre essentiellement des domaines importants destinés à protéger l'égalité de traitement sur le lieu de travail, la non-discrimination, les droits syndicaux et sociaux<sup>3</sup> etc.

Le Congrès USF a envisagé un objectif supplémentaire à long terme<sup>4</sup>, à savoir l'implication du Comité Social Européen. Cet organe est chargé d'interpréter la Charte et de trancher sur son respect ou non-respect dans les législations nationales des pays ayant ratifié la Charte. Une saisine du Comité par une organisation internationale n'est certes pas prévue dans les textes en vigueur, mais rien ne semble empêcher une telle coopération. Dans l'immédiat, l'objectif recommandé aux branches syndicales de l'USF est d'invoquer l'exemple du Conseil de l'Europe et de revendiquer l'inscription de la Charte au statut concerné.

En effet, depuis des décennies, des lacunes dans les statuts de nombreuses organisations internationales par rapport aux droits fondamentaux et sociaux sont rapportées et discutées. Ces lacunes sont difficilement corrigables par des actions en justice interne ou externe, pour autant que les organes chargés de dire le droit dans les litiges internes restent privés de références universelles du droit du travail ou du droit social, telles les conventions de l'OIT, de l'ONU ou les directives de l'Union Européenne. Un statut dont l'alignement sur de telles références universelles est insuffisant ne sera, en règle générale, qu'uniquement vérifié par rapport à son application.

L'USF est la seule fédération syndicale des services publics européens et internationaux qui s'investit sans relâche dans l'étude des lacunes systémiques de ces services publics et dans l'élaboration d'initiatives politiques et / ou juridictionnelles destinées à assurer le respect des droits universels sociaux et du travail, dans l'intérêt des adhérents et des services publics internationaux européens souvent en retard sur cet aspect.



**Peter Kempen**  
Secrétaire général USF



<sup>1</sup> Jugements C-196/09 « Miles » et C-464/13 « Oberto », ainsi que les Conclusions des Avocats Généraux

<sup>2</sup> Rapport PACE, Doc.14487, Committee Opinion, 24.Januar 2018, Jurisdictional immunity of international organisations and rights of their staff », Rapporteur Stefan Schennach, <http://semantic-pace.net/tools/pdf.aspx?doc=aHR0cDovL2Fzc2VtYmx5LmNvZS5pbnQvbncveG1sL1hSZWYvWDJILURXLWV4dHluYXNwP2ZpbGVpZD0yNDM5MSZyYW5nPUV0&xsl=aHR0cDovL3NlbfWFudGljcGFjZS5uZXQvWHNsdcQZGYvWFJIZi1XRC1BVC1YTUwyUERGLnhzbA==&xslparams=ZmlsZWlkPTI0Mzkx>

<sup>3</sup> Charte sociale européenne revisée (1996)

<sup>4</sup> Congrès USF, résolution sur le respect de la Charte sociale européenne, <https://www.unionsyndicale.eu/en/resolution-european-social-charter/>

# Un nouveau Comité Fédéral

Le Comité fédéral est, entre deux congrès, l'organe principal de l'Union Syndicale Fédérale (USF). Il est composé de trente-sept personnes, désignées par les organisations membres de l'USF, et tient en général trois réunions par an, deux à Bruxelles et une au siège d'une autre organisation membre.

Le Congrès de l'USF qui a eu lieu à Bratislava en mai 2019<sup>1</sup> a entraîné de facto le renouvellement du Comité fédéral. Au cours de sa réunion constitutive en juillet dernier, le Comité fédéral a élu le nouveau Bureau Fédéral, organe exécutif de l'USF qui se réunit chaque mois, et son nouveau président, Nicolas Mavraganis (USF Luxembourg). Vous trouverez dans l'encadré la composition du nouveau Bureau. Bernd Loescher, président de l'USF de juin 2015 à juillet 2019, a été chaudement applaudi et remercié par l'ensemble du Comité fédéral pour le travail accompli pendant ces quatre années à la tête de l'USF.

Fort de son expérience et expertise acquises depuis sa création en 1974 et pouvant compter sur ses militants - véritables ambassadeurs au sein des différentes organisations membres, l'USF, principal syndicat au sein de la fonction publique européenne, se doit de mettre tout en œuvre au service du personnel, principale ressource des institutions et agences européennes.

Lors de sa première réunion, le Bureau fédéral a entamé le processus de mise en œuvre des résolutions de Bratislava, bases de sa stratégie et de ses priorités pour le mandat qui s'ouvre, soulignant particulièrement les points suivants : communication, développement dans les agences, lutte contre le harcèlement, digitalisation, précarité des contrats et lanceurs d'alerte.

Les défis de ce nouveau mandat sont nombreux.

Pour les Organisations Communautaires, USF devra notamment:

- veiller aux négociations pour l'adaptation des rémunérations et pension (« méthode »),
- faire face aux tentatives des réformes annoncées (la réforme 2014 fut une catastrophe pour le personnel de l'avis même de la Cour Européenne des Comptes<sup>2</sup>)

Pour les Organisations Membres « Non Communautaires », l'USF sera active pour faire face aux conditions de travail et aux coupes budgétaires qui se font contre le personnel et parfois contre les représentants du personnel.

Avec l'aide de tous, l'Union Syndicale Fédérale saura faire face !

Federal Bureau
President
Nicolas MAVRAGANIS (USF-Luxembourg)
Secretary General
Peter KEMPEN (SUEPO-Berlin)
Deputy Secretary General
Pauline DEPIERREUX (IUE Florence)
Treasurer
Lars NYCTELIUS (S.A.C.E.)
Members
Véronique MICHEL (IPSO)
Juan-Pedro PEREZ-ESCANILLA (US-Bruxelles)
Niels BRACKE (US-Bruxelles)
Bernd LOESCHER (US-Bruxelles)
Jakov MINIC (US-Eurojust)
Roberto RIGHETTI (SUEPO-Den Haag)
Umberto MONTARETTO MARULLO (US-Ispra)



**Nicolas Mavraganis**  
USF-Luxembourg, USF President



<sup>1</sup> Lien vers les travaux du Congrès de Bratislava : <https://www.unionsyndicale.eu/?s=congr%C3%A8s&lang=fr>

<sup>2</sup> <https://www.eca.europa.eu/en/Pages/DocItem.aspx?did=50891>

# Regarder le passé pour comprendre et construire l'avenir

Le projet de raconter l'histoire des Italiens en Belgique au cours des 70 dernières années est né de la conscience que la communauté italienne est composée de milliers de personnes ayant affronté l'émigration. Cette communauté a été une actrice cruciale au cours de l'histoire belge mais également d'autres pays européens. Elle se distingue maintenant dans les domaines culturels, politiques, sportifs et professionnels.

L'histoire des émigrés a souvent été racontée par des influents intellectuels à travers des anecdotes, émouvantes mais malheureusement vérifiables.

L'émigration est constituée par une forte humanité, mais aussi par de grands sacrifices motivés par l'espoir d'offrir un avenir meilleur à leurs proches et par la volonté d'outrepasser les tragiques événements qui ont caractérisé l'histoire du continent européen de l'après-guerre. C'est avec cette volonté et ces idéaux que notre communauté a réussi à s'engager sur la voie de la pleine intégration dans d'autres tissus sociaux et que ces tissus sociaux qui ont su en apprécier la valeur ajoutée.

Le sacrifice des migrants italiens n'a pas été vain et a démontré une fois de plus que là où se rencontrent deux principes fondamentaux pour l'homme, comme l'esprit d'accueil et le respect pour la dignité humaine, le résultat ne peut être que positif pour tous et particulièrement pour les générations futures.

Il s'agit ici de contribuer à la réflexion, non seulement de la communauté italienne, de la communauté italo-belge mais également sur le rôle fondamental des pays d'accueil pour des événements qui sont toujours d'actualité.

## Une bande dessinée

Le projet de bande dessinée est né de ce que la communauté italienne et la Belgique ont fait jusqu'à présent et du rôle très important joué par les associations, les syndicats et d'autres acteurs de terrain au cours de toutes ces années, et ce que nous réussirons et continuerons de faire ensemble à l'avenir.

Les défis qui nous attendent sont différents, car le monde a changé et la nouvelle émigration, l'intégration et le rôle



très important des pays européens ainsi que la manière dont les besoins des communautés à l'étranger évoluent.

En Europe, depuis 2008, la crise financière et économique a modifié le périmètre de l'action humanitaire. Des populations entières jusqu'à hier autonomes ont aujourd'hui besoin d'aide.

Nous sommes confronté à une transformation des besoins; Le monde associatif intercepte et écoute cette question avec professionnalisme et savoir.

## Il y a 70 ans: Rome, le 23 juin 1946

2016 a marqué le 70e anniversaire des accords bilatéraux signés entre l'Italie et la Belgique pour l'envoi de travailleurs dans l'industrie minière, la « bataille du charbon » qui a relancé l'économie du pays hôte.

Après la seconde guerre mondiale engendrée par le nationalisme et le fascisme, lors de la « bataille du charbon », les travailleurs belges ne voulaient plus à juste titre, descendre dans les mines avec les conditions sociales d'avant guerre. Le protocole d'accord entre la Belgique et l'Italie prévoyait le transfert de 50 000 candidats transalpins en échange de la vente au meilleur prix de 200 kg de charbon par personne et par jour. L'accord a été signé à un moment où l'Italie, après vingt ans de fascisme, devait restaurer son image d'un point de vue diplomatique et résoudre des problèmes internes, tels que le chômage et le manque de carburant qui bloquait les projets de revitalisation du secteur industriel national.

Le 18 avril 1951, le traité « CECA » a été signé à Paris par la France, l'Allemagne de l'Ouest, l'Italie, la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, posant ainsi les bases d'une Europe enfin unie. La CECA, première organisation internationale fondée sur des principes supranationaux, avait pour objectif d'accroître l'emploi, le bien-être et la qualité de la vie, grâce à la création d'un marché unique du charbon et de l'acier.

L'un de ses objectifs était de « soutenir massivement les industries européennes du charbon et de l'acier afin de leur permettre de se moderniser, d'optimiser leur production et de réduire leurs coûts, tout en soutenant l'amélioration des conditions de vie de leurs employés et leur reclassement en cas de licenciement ».

Auparavant, les pays européens, y compris la France et la Belgique, s'étaient engagés dans la bataille du charbon pour fournir de l'énergie à leurs industries et à leurs familles. Tout cela passa par une production frénétique de charbon, source d'énergie essentielle, reconnue comme la base du miracle économique de l'après-guerre.

L'ère de la mobilité des travailleurs avait commencé, un phénomène migratoire qui touchait plusieurs pays: italiens, polonais, grecs, allemands, hongrois, etc.... étaient les précurseurs de l'Europe unie.

## Bois du Cazier

L'année 2016 marque également le 60e anniversaire de la catastrophe du bois du Cazier de Marcinelle, qui a fait 262 victimes de 12 nationalités différentes, dont 136 Italiens, 95 Belges, huit Polonais, six Grecs, cinq Allemands, trois Hongrois, cinq Français et un Anglais, un Néerlandais, un Russe et un Ukrainien et trois Algériens.

Nous voulions garder le souvenir de la terrible tragédie du Bois du Cazier, au cœur de la construction européenne, événement grâce auquel l'Europe a enfin compris qu'au-delà d'une communauté économique, il fallait également faire face aux problèmes sociaux des travailleurs.

## 60 ans: 23 juin 1946 - Marcinelle, 8 août 1956.

Entre ces deux dates, pendant une génération sacrifiée par des années marquées par des conditions de vie et de travail déplorables à un point tel que les autorités italiennes, confrontées à la répétition d'accidents de travail mineurs dans les différentes mines ont menacé de suspendre leur émigration vers la Belgique et ses mines dangereuses et meurtrières avant la catastrophe de Marcinelle.

Au cours de cette décennie, plus de 200 000 hommes, femmes et enfants, portés par l'espoir et le rêve d'un travail décent, fuyant la pauvreté et le chômage, se sont engagés sur la voie d'un avenir meilleur, mais aussi de l'inconnu.

La diversité multiculturelle de la société européenne telle que nous la connaissons est le résultat de l'immigration de populations de tout le continent européen à la recherche d'un avenir meilleur. La plupart de ces personnes venaient de pays qui font partie de l'Union européenne aujourd'hui.



### Raffaele Napolitano

Union Syndicale Bruxelles  
Président du COMITES (Comité des Italiens à l'Etranger)  
Bruxelles, Brabant et Flandres  
Coordinateur Inter-Comites Belgique ;

### Com.It.Es. de Bruxelles, Brabant et Flandres

<http://comites-belgio.be/>  
[comites.bxl@gmail.com](mailto:comites.bxl@gmail.com)  
+32(0)2.741.24.27 rue Abbé Cuypers 3, Brussels 1040

Ignazio Iacono  
Consigliere COMITES  
Union Syndicale Fédérale



**Afin d'adhérer / To become a member:**  
<https://www.unionsyndicale.eu/en/je-travaille-a/>



**Pour aller plus loin / to go further:**

Retrieved from Cadmus, European University Institute Research Repository, at <https://cadmus.eui.eu/>

BRESSANELLI, Edoardo; CHELOTTI, Nicola; LEHMANN, Wilhelm (2019): Negotiating Brexit : the European Parliament between participation and influence. In: Journal of European integration (Taylor & Francis, Routledge), 41(3): 347-363 [<http://hdl.handle.net/1814/63269>].

HADJ-ABDOU, Leila (2019): Gender(ed) nationalism' of the populist radical right : an extreme typicality. In: FITZI, G.; MACKERT, J.; TURNER, B.S. (Eds) (2019): Populism and the crisis of democracy : Volume 3 : migration, gender and religion: advances in sociology: 94-110. Abingdon ; New York : Routledge (Migration Policy Centre) (<http://hdl.handle.net/1814/59804> open access).

ORGAD, Liav; LEPOUTRE, Jules (2019): Should EU citizenship be disentangled from member state nationality? Florence: European University Institute (EUI Working Paper, EUI RSCAS No. 2019/24, <http://hdl.handle.net/1814/62229> open access)

WANGEN, Patrice (2019): Framing national interest how media discourses influence western policy agendas towards foreign armed conflicts. Florence : European University Institute (EUI PhD theses; Department of Political and Social Sciences, <http://hdl.handle.net/1814/62365> open access)

**As well as / en plus:**

CAIANI, Manuela (2019): The rise and endurance of radical right movements. In: Current Sociology 12 (September) [<https://doi.org/10.1177/0011392119868000> ].

HILLJE, Johannes (2018): Return to the politically abandoned. Conversations in right-wing populist strongholds in Germany and France. Berlin, Das Progressive Zentrum e.V. (<http://www.progressives-zentrum.org/return-to-the-politically-abandoned/> ).

MUDDE, Cas; ROVIRA KALTWASSER, Cristóbal (2011): Voices of the peoples: populism in Europe and Latin America compared. The Kellogg Institute for International Studies. Keough School of Global Affairs,

University of Notre Dame (Working Paper #378). ([https://kellogg.nd.edu/sites/default/files/old\\_files/documents/378\\_0.pdf](https://kellogg.nd.edu/sites/default/files/old_files/documents/378_0.pdf) )

UNION SYNDICALE FEDERALE (2019). Résolutions ET Actes du 15ème Congrès fédéral de l'Union Syndicale à Bratislava. (<https://www.unionsyndicale.eu/usf/congres/congres-usf-bratislava-2019/> )

YUDKIN, Daniel (2018): The Psychology of Authoritarian Populism: A Bird's Eye View. (Free download: <https://www.moreincommon.com/the-psychology-of-authoritarian-populism> ). Wwww.moreincommon.com.